

# ***l'Anti*capitaliste**

n°404 | 9 novembre 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **PARADIS FISCAL POUR LES UNS**



## **ENFER SOCIAL POUR LES AUTRES**

# **LE 16 NOVEMBRE CONTRE MACRON ET SON MONDE**

### **Dossier**

## **PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

**Gangster's Paradise**  
Page 2

### **ACTU POLITIQUE**

**Gauche. Benoît Hamon  
et le «M1717»: du vieux  
avec du neuf?**

Page 4



### **ACTU INTERNATIONALE**

**Macron en Guyane: une stratégie  
coloniale bien rodée**

Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

**Procès AZF: entretien avec  
Philippe Saunier de la CGT Total**

Page 12



édito

Par JOSÉPHINE SIMPLON

## Gangster's Paradise

En 2009, au lendemain de la crise des subprimes, Sarkozy martelait sur tous les tons que « les paradis fiscaux, c'est terminé ». Le candidat Hollande avait, à son tour, promis que, lui président, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale seraient une priorité. Résultat ? Les paradis fiscaux se portent toujours à merveille.

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), regroupant 96 médias de 67 pays, a commencé à dévoiler le 5 novembre, 18 mois après les « Panama Papers », les « Paradise Papers », qui lèvent le voile sur des circuits planétaires d'optimisation fiscale. Ce sont ainsi près de 350 milliards d'euros qui seraient, selon le Monde, soustraits chaque année à la fiscalité des États (120 milliards par an pour l'Union européenne, dont environ 20 milliards pour la France).

À l'appui de ces révélations, 13,5 millions de documents financiers, provenant notamment d'un cabinet international d'avocats, Appleby. Ces documents nous ouvrent les portes d'un monde complexe, discret voire invisible, celui des circuits des sociétés offshore permettant de minimiser les bénéfices des plus grandes multinationales et des plus riches pour leur permettre de payer le moins d'impôts possible.

Ces nouvelles révélations démontrent que les paradis fiscaux ne sont pas une anomalie mais bel et bien un rouage essentiel du système. Les stratagèmes fiscaux qui permettent aux ultra-riches et aux multinationales d'échapper à l'impôt sont inacceptables. Outre le fait qu'ils aggravent les déficits publics, ils servent également de prétexte pour détruire les services publics et la protection sociale, et renforcent l'injustice fiscale.

Face à ce scandale, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a promis d'agir même si l'affaire des Paradise Papers montre la passivité des États face aux plus grands « gangsters ». Au-delà des paroles, Macron et son gouvernement, au lieu de supprimer l'impôt sur la fortune et de baisser l'impôt sur les sociétés, devraient lutter efficacement pour rapatrier l'argent des plus riches et poursuivre les véritables responsables du manque d'argent public, autrement dit les banques et les multinationales.

## À la Une

## PARADIS FISCAL POUR LES UNS, ENFER SOCIAL POUR LES AUTRES

## LE 16 NOVEMBRE, CONTRE MACRON ET SON MONDE

La grève du 16 novembre ne sera ni une déferlante ni un enterrement de la mobilisation contre le gouvernement. Mais elle pose la question de la stratégie pour mettre un coup d'arrêt à sa politique.

La grève est appelée par la CGT, Solidaires, FO et la FSU, donc par les principales organisations syndicales. Que les directions centrales de ces organisations se sentent obligées d'appeler à une nouvelle journée de grève est le résultat d'une ras-le-bol populaire contre le gouvernement. Après les attaques contre le droit du travail, le gouvernement a embrayé avec l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, les attaques contre l'assurance chômage, les annonces contre les hôpitaux et contre le statut des cheminots, puis l'attaque contre le bac et la mise en place de la sélection dans les universités.

La violence des attaques et leur rapidité sont inédites. À cela s'ajoute la dégradation des conditions de vie et de travail, le chômage, les licenciements. La loi travail XXL adoptée par ordonnances, impacte d'ailleurs les luttes contre les licenciements, les patrons ne faisant preuve d'aucune limite dans leur mépris des salariéEs et de leurs organisations.

Qu'on le veuille ou non, il est désormais clair qu'on ne peut plus se contenter de lutter secteur par secteur, réforme par réforme, car tout se mêle. Cela ne signifie pas qu'il ne peut plus y avoir de lutte partielle, dans une entreprise ou une branche, mais cela indique que, pour gagner, il devient indispensable de s'inscrire dans un plan de bataille de l'ensemble du monde du travail contre le patronat et le gouvernement qui le sert, comme l'atteste l'absence totale de réponse concrète du gouvernement sur les Paradise Papers...

## La stratégie perdante des directions syndicales

Le plus terrible dans la situation est que le gouvernement est peut-être en train de gagner son pari : passer en



force, ignorer son immense défaut de légitimité, casser les résistances pour régner sur un paysage de désolation. Pourtant, début septembre, les points d'appui étaient réels pour le monde du travail. Mais le combat ne semble même pas avoir eu lieu : les directions de FO et de la CFDT ont tout fait pour l'empêcher, les syndicats de la fonction publique ont divisé le mouvement avec la journée du 10 octobre, tandis que la confédération CGT ne se mouille pas suffisamment dans la construction de la mobilisation pour avoir une chance de vaincre les hésitations des travailleurEs à se lancer dans la bataille.

La dispersion est totale, là où il faudrait avoir construit, patiemment, des meetings unitaires entre syndicats, partis et collectifs qui compensent le refus d'agir de la CFDT et de FO ; des structures d'auto-organisation qui font le pont entre les salariéEs syndiqués et les autres ; des espaces démocratiques dans les syndicats qui permettent que les secteurs qui ont tenté de jouer un rôle moteur comme les routiers ou l'industrie pétrolière se coordonnent avec les secteurs moins militants...

Deux tentations peuvent maintenant exister. La première est de croire qu'il faut regrouper des secteurs radicaux en extériorité par rapport aux batailles

syndicales. Ainsi, si nous relayons l'appel du Front social à manifester le 18 décembre, ce n'est pas parce que nous penserions que cette initiative peut exister indépendamment de la grève du 16, mais parce que ce type d'échéance devrait servir à fédérer celles et ceux qui veulent une autre orientation pour gagner.

## La jeunesse au secours des salariéEs ?

La deuxième tentation serait de croire que tout est perdu, que nous sommes condamnés à subir la politique du gouvernement pendant cinq ans avant de faire appel à un sauveur aux élections de 2022. Mais tant que les luttes existent, l'espoir est permis, car il y a des points de convergence, de regroupement. La grève du 16 sera un lieu de ralliement pour permettre à la jeunesse de se mobiliser elle aussi contre la politique du gouvernement, en luttant contre la sélection à l'entrée des universités.

Il n'y aura pas de miracle, car les jeunes sont actuellement fortement divisés par les attaques de ces dernières années, qui l'ont fracturée entre les franges qui ont accès aux grandes écoles et aux filières sélectives, celles qui n'ont pas d'autre espoir que les filières professionnelles et celles qui ont tout à perdre dans la réforme. La jeunesse aura besoin de l'aide des organisations pour se mobiliser, s'organiser et peut-être, en retour, imprimer une nouvelle dynamique à la lutte contre ce gouvernement. En tout cas, il ne peut y avoir d'autre orientation pour nous que de tout faire pour que les interactions entre jeunes et salariéEs, syndicalistes et non organisés, militantEs radicaux et travailleurEs démobilisés permettent aux unEs d'entraîner les autres dans la lutte.

Antoine Larrache

## BIEN DIT

« On est tenus de faire rentrer les gens dans des cases. Et la nouvelle convention va aggraver cela. Ce qui va se passer c'est "soit tu contrôles, soit tu dégages".

Ils vont licencier en masse, notre charge de boulot quotidien va augmenter, et les radiations vont augmenter. Ça semble évident. C'est le but en fait : faire diminuer sans cesse le nombre de personnes à indemniser. »

AURÉLIE, conseillère à Pôle emploi, bastamag.net, 6 novembre 2017

## CATALOGNE

## « Les arrestations vont provoquer des manifestations de masse »

Entretien avec **Andreu Coll**, membre de la branche catalane d'Anticapitalistas.

Quelle est l'ambiance suite à l'arrestation du gouvernement catalan ? Puigdemont et ses conseillers sont libres jusqu'au 17 novembre, date à laquelle ils doivent passer devant la juridiction belge chargée d'examiner le mandat d'arrêt. Ceux qui sont en Espagne sont en prison, sans possibilité de libération conditionnelle ou sous caution.

Une grève générale est prévue mercredi 8. La CGT donne à ses membres la liberté d'y participer

mais n'appelle pas à la grève. Les grands syndicats n'appellent pas à la grève, mais appellent à manifester. L'intersyndicale Confédération syndicale de Catalogne (CSC) et l'Intersyndicale alternative de Catalogne (IAC) appellent. Les Comités de défense de la République (CDR) préparent la grève, ils sont très actifs, organisent des blocages de routes dans diverses communes. Une assemblée a rassemblé plus de 100 collectifs. La grève générale risque d'être faible, y compris dans la fonction publique, mais les manifestations vont être massives, notamment grâce à la présence des étudiants.

Samedi 11 novembre, une grande manifestation exigera la libération des prisonniers politiques. Un manifeste a été publié par des intellectuels et d'anciens dirigeants du PS, d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), de Catalunya en Comú (CeC), du PDCAT de Puigdemont, de la CUP, de toutes les forces de gauche qui ont appelé à la fin du 155 et à un vrai référendum négocié avec l'État. Cela exerce une pression sur le Parti socialiste de Catalogne, qui a également vu la démission du maire de Terrassa, une ville ouvrière.

Ces événements modifient-ils les rapports de forces entre les partis ?

Il n'est pas évident que les juges aient la même politique que Rajoy. Dans tous les sondages, on voit que les indépendantistes vont se maintenir ou même se renforcer. Ça peut exploser à la tête de Rajoy, il peut être minorisé, y compris dans le PP, car l'aile la plus droitière estime qu'il fallait appliquer un 155 plus dur et plus interventionniste, et convoquer les élections beaucoup plus tard. Il est possible que l'instabilité globale pousse à des élections législatives au niveau de l'État avant l'été. À gauche, le secrétaire de Podem, Albano Dante Fachín, a démissionné. Il a dénoncé un 155 de Iglesias contre Podem et prépare une liste pour les élections. C'est dommage que l'initiative soit individuelle, nous avons beaucoup de points communs malgré le fait qu'il ait tenté de soutenir Iglesias à la seconde assemblée citoyenne de Podemos,

# Un monde à changer

**ILS ONT OSÉ.** « Nous vivons tous sous la loi de l'histoire, et l'ordre socialiste ne peut précisément s'établir qu'internationalement. Les bolcheviks ont montré qu'ils peuvent faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire peut faire dans les limites des possibilités historiques. Qu'ils ne cherchent pas à faire des miracles. Car une révolution prolétarienne modèle et impeccable dans un pays isolé, épuisé par la guerre, étranglé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international, serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer dans la politique des bolcheviks l'essentiel de l'accessoire, la substance de l'accident.

Dans cette dernière période, où nous sommes à la veille des luttes décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme est précisément la question brûlante du moment : non pas telle ou telle question de détail de la tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la combativité des masses, la volonté de réaliser le socialisme. Sous ce rapport, Lénine, Trotski et leurs amis ont été les

premiers qui aient montré l'exemple au prolétariat mondial; ils sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier avec Hutten<sup>1</sup> : "J'ai osé!". C'est là ce qui est essentiel, ce qui est durable dans la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable d'avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l'exemple au prolétariat international, et fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de comptes final entre le Capital et le Travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Et c'est dans ce sens que l'avenir appartient partout au "bolchevisme". »

Rosa Luxemburg, « la Révolution russe », 1918 (texte écrit en prison, publié après sa mort), <https://www.marxists.org/francais/luxembur/revo-rus/rus4.htm>.

1 - Ulrich von Hutten, théologien allemand, célèbre par ses virulentes attaques, au début de la Réforme, contre le clergé et les moines.

## ÉDUCATION NATIONALE

# «Fiches avenir» et contrôle renforcé : les lycéens dans le viseur du gouvernement

La sélection, qui passera par une autre version d'APB (admission post-bac), fonctionnera sur un mode nouveau : les établissements d'enseignement supérieur pourront répondre aux dossiers des étudiantEs avec trois réponses possibles : « oui », « oui si » ou « en attente ».

### Une sélection à l'université qui se prépare dès le lycée

Ces trois réponses indiquent que l'université aura maintenant accès aux dossiers pédagogiques des étudiantEs, même dans les filières auparavant non sélectives. Elle pourra avoir accès aux notes, aux lettres de motivation, aux activités extra-scolaires, ainsi qu'aux avis du conseil de classe. En effet, durant toute la terminale, les conseils de classe examineront les demandes des élèves, et émettront des « fiches avenir », que les universités pourront examiner pour choisir leurs étudiantEs. Les professeurs de lycée se retrouveront donc partie prenante de la sélection à l'université et du tri des étudiantEs entre filières de prestige et filières « poubelles ».

Dès le premier conseil de classe, l'équipe éducative prendra connaissance des « intentions des

« La réussite dans l'enseignement supérieur se prépare dès le lycée » : si on écoute le ministre de l'Éducation nationale, les lycéens sont au cœur des réformes annoncées par le gouvernement. Mais pour quoi faire ? Accompagner « chacun vers la réussite » ? Ou restreindre encore l'accès à l'enseignement supérieur des futurs bachelierEs ?



lycéenEs » et les orientera pour faire les vœux d'inscription sur la nouvelle plateforme. Le suivi se prolongera tout au cours de l'année et débouchera sur la production d'un avis du chef d'établissement, baptisé « fiche avenir » et transmis aux établissements d'enseignement supérieur que les lycéenEs souhaitent rejoindre. Le conseil de classe, composé des enseignantEs et jusqu'alors chargé de considérer les résultats de l'élève chaque trimestre, sera dorénavant propulsé au cœur de la procédure

d'orientation, avec en prime un second professeur principal.

### « Individualiser » pour mieux trier, « accompagner » pour mieux contrôler

Derrière ce suivi « personnalisé » se cache la volonté de faire cadrer l'orientation des lycéenEs avec la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université. En effet, si l'avis du conseil de classe est négatif, il pourra être utilisé comme motif de refus par les universités. Les « fiches avenir » désignent en

réalité la possibilité de faire des enseignantEs et des chefs d'établissement des acteurs importants du processus d'orientation/sélection des lycéenEs en fonction de leur parcours scolaire.

Cela renforce non seulement le tri qui existe déjà à la sortie du lycée entre les « bons » et les « mauvais » élèves, pour lesquels l'accès à la fac sera encore plus difficile, mais accentue aussi le cadrage, la pression et le contrôle sur les lycéenEs. Que se passera-t-il, par exemple, au cours d'un mouvement de grève lycéenne ? Celles et ceux qui ont bloqué leur lycée auront-ils un « avis négatif » du conseil de classe ? Celles et ceux qui cherchent à convaincre leurs camarades de descendre dans la rue devront donc le faire avec une épée de Damoclès au dessus de la tête : même s'ils et elles obtiennent le bac, « l'avis du conseil de classe » pourra être un obstacle à leur admission dans la formation de leur choix, ce qui constituera un outil de pression important.

Elsa (comité jeunes Paris 1)

puis expulsé nos camarades de la direction de Podem en croyant à tort être soutenu par Iglesias. Il l'a regretté par la suite... mais trop tard. Anticapitalistas a un poids important dans Podem, et nous sommes ok pour un accord électoral avec CeC. ERC souhaite une liste commune avec PDCAT et la CUP (Candidatura d'Unitat Popular) ou rien. Il est possible qu'il y ait un accord entre Podemos et CeC, ce qui est l'orientation d'Iglesias, qui ne veut pas d'accord avec des indépendantistes, en raison de la pression due aux attaques du PSOE contre Podemos et l'état d'esprit violemment anti-indépendantiste qui règne en Espagne.

Nous sommes par contre opposés à un accord de tous les indépendantistes car cela signifierait en pratique un accord avec la droite. Cela n'a pas de sens de mélanger ces voix. Le total des

voix indépendantistes sera d'ailleurs plus fort si on ne les mélange pas.

### Quelle sera le contenu d'un accord Podem-CeC ?

Il défendra l'autodétermination, un nouveau référendum et le rejet du 155. Il exprimera aussi un refus de la polarisation identitaire, pour mettre en avant la question sociale. En théorie, ce n'est pas mal même si la posture risque de ne pas assumer suffisamment le bras de fer avec l'État central et d'être trop centrée sur les élections et trop extérieure au processus indépendantiste. La logique qui est derrière, c'est que les couches populaires sont divisées. La classe ouvrière industrielle n'est pas du tout indépendantiste à l'heure actuelle.

Nous mettons l'accent sur la nécessité de la République et sur un processus constituant qui soit catalan



Puigdemont à Bruxelles. DR

mais généralisable à l'ensemble de l'État. Nous soutenons l'indépendance, mais pas comme un but en soi : l'indépendance pourrait être un moment vers un accord confédéral avec l'ensemble des peuples de l'État

espagnol, basé sur le respect des identités et de la liberté des nations, que seul un changement républicain permettrait d'envisager.

Propos recueillis (le 6 novembre) par Antoine Larrache

## Le chiffre 30 ans

C'est le nombre d'années de SMIC auxquelles équivaut l'indemnité de licenciement de 407 231 euros net (675 800 euros en brut) reçue par l'actuelle ministre des Armées Florence Parly. Elle a été licenciée par Air France après y avoir travaillé de janvier 2011 à septembre 2014. Il est vrai que Florence Parly n'appartient pas à la catégorie « bas salaires » : à la SNCF (où elle est allée après Air France), elle gagnait 52 000 euros par mois avant de devenir ministre.



## Agenda

**Samedi 11 novembre, « Organisons-nous contre l'extrême droite », Lyon.**

De 10h à 21h, Espace Jean-Couty, 1, rue de la Pépinière-Royale ou 56, rue M.-Berthet, Lyon 9<sup>e</sup>.

**Lundi 13 novembre, présentation du livre *Système dette*, Paris.**

Rencontre-débat avec Éric Toussaint à l'occasion de la parution de son dernier livre. À 19h 30 au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>.

**Jeudi 16 novembre, rassemblement de soutien à Farid Borsali de PSA Poissy, Versailles.**

À 11h au tribunal de Versailles, 5, place André-Mignon.

**Vendredi 17 novembre, centenaire de la révolution russe, Tarbes.**

Réunion-débat avec Alain Krivine. À 18h, à l'hôtel Brauhauban, 47, rue Brauhauban.

À SUIVRE SUR [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

« Emmanuel Macron, je le vois sur le terrain, a une vraie empathie pour nos compatriotes. Il aime aller à leur rencontre. »

GÉRARD COLLOMB, BFM-TV, 1<sup>er</sup> novembre 2017

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

**EXTRÊME DROITE****Philippot sans le FN,  
le FN sans Philippot**

Florian Philippot a-t-il vraiment divorcé avec le FN, le regrette-t-il, s'en éloigne-t-il? Ou pourrait-il un jour en être, au moins, un allié? La question occupe les médias, où le désormais ex-idéologue du FN entre 2011 et 2017 reste un invité très fréquent.

Aujourd'hui, l'homme âgé de 36 ans se trouve à la tête d'un petit parti, appelé « Les Patriotes », initialement fondé en tant qu'association au mois de mai 2017. Une structure dont ses détracteurs à l'intérieur du FN considéraient alors qu'elle constituait « un parti au sein du parti », et dont la création a largement contribué à la marginalisation de Philippot au sein du parti.

**Grandes et petites manœuvres**

Les Patriotes constituent pour l'instant plutôt un groupuscule qu'un parti de masse. À la fin septembre 2017, peu après son départ du FN, Philippot revendiquait officiellement 2500 adhérents ; aujourd'hui, il en évoque 4000, ou parfois un peu plus. Du côté du FN, on les chiffre plutôt à « 400 ». Certes, la guerre des chiffres fait partie de la propagande. Toujours est-il qu'il paraît plausible que le nombre d'adhérents, ou en tout cas de militants actifs, de la nouvelle structure soit plutôt à trois qu'à quatre chiffres. Philippot cherche encore à construire sa formation, entamant, le samedi 4 novembre à Draguignan, une « tournée des initiatives locales ».

Au sein du FN, Philippot, ancien conseiller spécial et – selon certains jaloux – quasiment exclusif de Marine Le Pen (avant qu'elle ne le lâche progressivement courant 2016 et plus encore en 2017), a d'ores et déjà été remplacé. Son rôle auprès de la présidente du parti, notamment de plume pour ses discours, a été en partie repris par Philippe Olivier. Ce dernier est à la fois un beau-frère de Marine Le Pen, marié à sœur aînée Marie-Caroline, et un ancien lieutenant de la scission sous Bruno Mégret (à partir de fin 1998) avant son retour au bercail. Face à l'opinion publique, le rôle de « tête présentable aux médias » a été en partie repris par Sébastien Chenu, transfuge de l'UMP (à l'époque) au FN, autrefois fondateur de « GayLib » (une association d'homosexuels qui défendait Nicolas Sarkozy).

**Souverainisme vs identité nationale?**

Alors que Chenu ressemble plus à un opportuniste en politique, Olivier est un idéologue. À la différence de Philippot, il est l'adepte d'une ligne que ce dernier qualifie dans ses interviews de « discours identitaire, civilisationnel ». Comprendre : surtout, et de façon primaire, anti-immigrés et anti-musulmans. Un créneau que Philippot lui-même ne renie pas, puisqu'il ne cesse de dire que « ces sujets ont leur importance » et qu'il « faut en parler ». Mais il faut – selon lui – les compléter, dans une démarche qu'il qualifie d'« ouverte et moderne », par un discours sur d'autres sujets : « école, environnement, petits salaires ». Philippot, sur le fond, n'est aucunement plus modéré, mais cherche à apparaître comme porteur d'un discours plus englobant. Le fondateur des Patriotes cherche, par ailleurs, à apparaître comme un opposant public et déterminé à la « réforme » du droit du travail.

Pour le moment, la prétention de Philippot de vider de sa substance militante le FN – un parti qui, selon lui, aurait « abandonné la souveraineté nationale » – ne se réalise pas : son mouvement apparaît actuellement bien trop groupusculaire et trop élitiste, trop intellectuel. En revanche, son départ aura permis à la direction du FN de lâcher du lest sur la question de la sortie de l'euro, thème sur lequel elle subissait des pressions extrêmement fortes. Marine Le Pen a ainsi affirmé, le 1<sup>er</sup> octobre à Poitiers, qu'il s'agissait désormais de « réformer de l'intérieur » l'Union européenne. Florian Philippot fustige, depuis, un « euro-réformisme » auquel se serait converti son ancien parti. Mais cela risque de jurer avec sa volonté d'apparaître « ouvert et moderne »...

**Commission nationale antifasciste**

**GAUCHE Benoît Hamon et le « M1717 » :  
du vieux avec du neuf?**

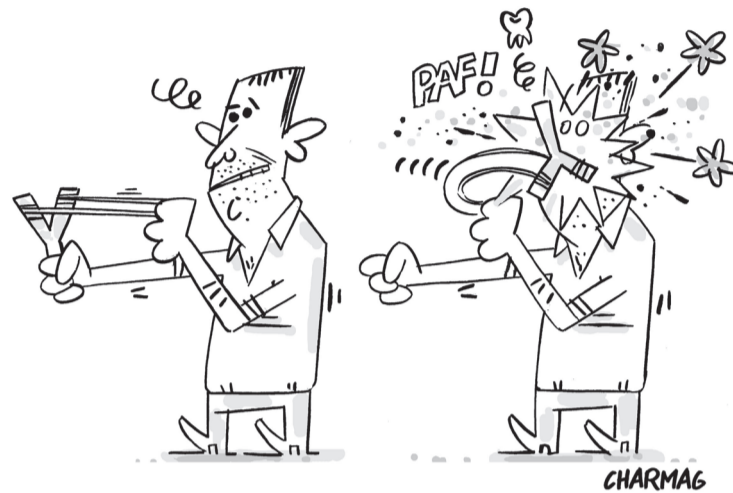
« Vous voulez une société plus juste, plus écologique et plus démocratique. Vous êtes prêts à agir? Construisons ensemble les fondations du mouvement du 1<sup>er</sup> juillet. » Telle est la promesse figurant sur la page d'accueil du site du « M1717 », qui revendique 30 000 membres (« inscrits sur le site internet ») et plus de 500 comités locaux. Une promesse a priori alléchante, mais dont on doute qu'elle puisse être tenue tant la démarche et les éléments de programme de Hamon, s'ils tranchent par rapport à ce qu'était devenu le PS, sont en deçà du minimum syndical.

**De bonnes questions**

Reconnaissons-le : Benoît Hamon a eu le mérite, durant la primaire du PS puis, dans une moindre mesure, lors de la présidentielle, de déplacer en partie le centre de gravité du débat politique. À l'opposé d'un Manuel Valls obsédé par les questions sécuritaires et identitaires, il a privilégié des thématiques liées au travail, à l'écologie, aux discriminations. Et c'est dans la continuité de ces campagnes qu'il se situe, revendiquant « une nouvelle synthèse politique entre une tradition socialiste, celle de l'écologie politique, une nouvelle approche de la croissance ».

Dans un questionnaire en ligne sur le site du M1717, destiné à préparer la réunion des 2 et 3 décembre, ce sont ces thématiques que l'on retrouve, au côté de propositions concernant le renouvellement des pratiques politiques :

Il y a trois mois, Benoît Hamon lançait le « Mouvement du 1<sup>er</sup> juillet », signant définitivement sa rupture avec le Parti socialiste, dont il avait pourtant été le candidat lors de la présidentielle. Il affiche désormais l'objectif de « refonder la gauche » et organise une rencontre nationale de son mouvement le week-end des 2 et 3 décembre.

**BENOÎT HAMON LE FRONDEUR**

décentralisation, démocratie, ouverture à la « société civile », etc. C'est suffisamment rare pour être souligné : dans les thèmes mis en avant, on ne trouvera ni la « lutte contre le terrorisme » ni le « problème de l'immigration ». Et c'est tant mieux !

**Des réponses qui sonnent creux**

Mais le moins que l'on puisse dire est que, si l'on peut se retrouver dans plusieurs des – grandes – questions évoquées, difficile de trouver son compte dans les – petites – réponses proposées. Comme lors de la présidentielle, c'est en effet un festival de formules

creuses : « changer l'économie », « développement tempérant », « nouveaux modèles entrepreneuriaux », « démarcher le monde », etc., sans aucune évocation des nécessaires mobilisations à construire pour s'opposer au cours actuel du capitalisme néolibéral. Hamon continue en outre de se poser en défenseur du cadre de l'Union européenne, proposant de « réconcilier Europe et progrès » grâce à « une stratégie européenne transnationale, anti-austéritaire et progressiste, avec un agenda politique commun aux Européens » et dénonçant « le discours très critique à gauche qui juge que c'est l'Europe

qui est devenue le problème, pas le néolibéralisme en son sein », comme si le néolibéralisme n'était pas dans l'ADN même des institutions européennes...

**Une version moderne du « compromis » social-démocrate**

Pour Hamon, « la social-démocratie, dans le rôle qui était le sien, celui d'une force politique qui organisait le compromis entre le capital et le travail et qui permettait aux travailleurs de bénéficier d'une partie des dividendes de la croissance, ce rôle-là s'est éteint ». Si ce diagnostic sonne juste, ce que propose le M1717 ressemble à s'y méprendre à une version moderne de ce « compromis », génératrice d'illusions quant aux possibilités d'obtenir un quelconque progrès social sans l'imposer, par la lutte, à une classe capitaliste déterminée et à l'offensive.

Si Hamon et son mouvement traduisent une partie de leurs principes en actes, ce que nous ne pouvons que souhaiter, nous nous retrouverons dans certaines luttes et nous frapperons ensemble. Mais pour la construction d'une réelle alternative politique, capable de proposer une véritable rupture avec le capitalisme, nul doute que nous marcherons séparément.

**Julien Salingue**

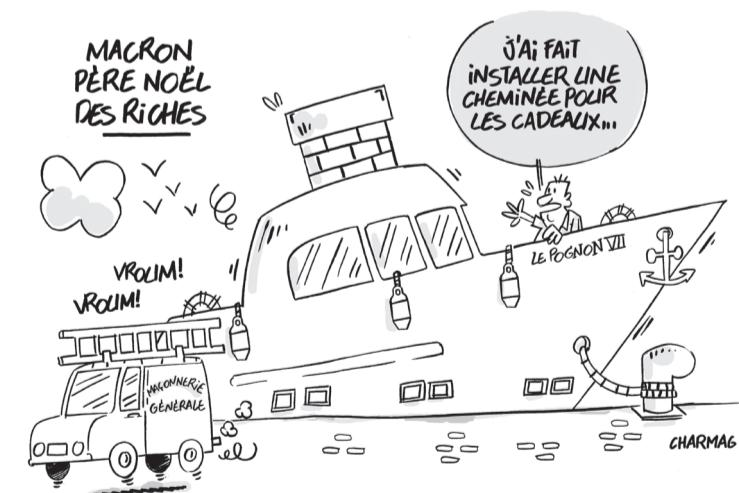
**FISCALITÉ****Les patrons en veulent toujours plus**

Les grandes entreprises partent en guerre contre une surtaxe exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés (IS) pour 2017 : l'indécence n'a pas de limite.

Cette surtaxe frappera quelque 300 entreprises réalisant un chiffre d'affaires d'au moins un milliard d'euros. Elle devrait permettre de récolter environ 5 milliards d'euros de recettes supplémentaires. En comptant 5,5 milliards d'euros déjà mis en réserve par l'État, cette surtaxe compensera les 10 milliards d'euros maximum que coûtera l'annulation par le Conseil constitutionnel d'une taxe sur les dividendes instaurée sous la présidence Hollande.

**Impact très limité**

Une loi de 2012 mettait en effet en place une majoration de l'impôt sur les sociétés au titre des dividendes versés aux actionnaires. La Cour de justice européenne a mis en cause sa légalité (elle est décidément très sensible à ce qui peut toucher les patrons). Résultat : une annulation qui va donc obliger



l'État à rembourser 10 milliards d'euros aux entreprises.

Pour faire face à cette ardoise, le gouvernement a hésité à sabrer un peu plus dans les dépenses. Après la baisse de APL, la quasi-suppression de l'ISF, la CSG, ça faisait beaucoup... La solution choisie, presque indolore, est de prendre par anticipation aux entreprises une partie de ce qu'on leur rendra. Les firmes qui paieront cette surtaxe vont en effet obtenir le remboursement des sommes payées au titre de la taxe sur les dividendes, de 2013 à 2017. De

plus, la surtaxe est plafonnée à 300 millions d'euros, ce qui en limitera fortement l'impact. Au total, les entreprises devraient gagner entre 3 et 5 milliards d'euros dans l'opération. Mais l'indécence patronale ne connaît pas de limite : suppression de l'ISF, prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital (PFU), baisse du taux de l'impôt sur les sociétés ne leur suffisent pas.

**Gaspillage d'argent public**

Ces mesures s'ajoutent pourtant aux 110 milliards d'aides diverses

aux entreprises officiellement recensées en 2013, augmentées sous Hollande d'une quarantaine de milliards correspondant au CICE (21 milliards d'euros prévus pour 2018), à des allègements supplémentaires de cotisations employeurs et à des baisses d'impôts sur les entreprises.

Tous les rapports (même officiels) d'évaluation du CICE peinent à voir des effets sensibles sur l'emploi : selon un document récent, on aurait compté en moyenne de 100 000 emplois sauvés ou créés (moyenne très incertaine puisque la fourchette va de 10 000 à 200 000 emplois). Autrement dit, en admettant que le chiffre de 100 000 emplois ait une réalité, le coût d'un emploi créé ou sauvegardé par le CICE est d'environ 200 000 euros ! Il eût donc mieux valu – sur un strict plan économique – créer directement des emplois publics utiles dans la santé, par exemple : un emploi rémunéré 1500 euros net par mois « coûte » 2500 euros environ toutes cotisations et charges comprises, soit 30 000 euros par an.

Tout cela n'empêche pas le gouvernement de préparer la pérennisation du CICE, qui sera transformé en baisse de cotisations à partir de 2019!

**Henri Wilno**

TRUMP EN ASIE

# Diplomatie, commerce et militarisme

Le Japon, la Corée du Sud, la Chine, le Vietnam et les Philippines figurent au programme, avec en prime une rencontre annoncée avec Poutine : « Nous voulons l'aide de Poutine sur la Corée du Nord », explique Trump. Alors qu'il est en grande difficulté à Washington, de plus en plus impopulaire, il espère reprendre la main là où les USA l'ont le plus perdue...

**Démagogie et stratégie**

Si Trump a déjà annoncé que sa tournée diplomatique serait un succès, il aura quelques difficultés à donner une cohérence à sa politique après avoir abandonné, dès son arrivée à la Maison-Blanche, le projet d'Obama sur un accord de libre-échange, le Partenariat transpacifique, TPP. Le Japon avait soutenu cette stratégie du « pivot asiatique », qui visait à doper en Asie l'influence économique et militaire étatsunienne afin de contrebalancer la montée en puissance de Pékin. Face au retournement de Trump, le Japon promet un « monde indo-pacifique libre et ouvert » qui répond à la préoccupation des USA de s'allier avec l'Inde face à la Chine et aux provocations de Pyongyang, une « menace pour le monde ».

Le Premier ministre japonais, Abe, avait été le premier dirigeant étranger à féliciter Trump pour son élection, pressé de désamorcer une guerre commerciale avec les États-Unis et d'obtenir le soutien de Washington dans un conflit territorial à propos des

Trump a entamé au Japon, le 5 novembre, sa tournée en Asie, la plus longue, depuis un quart de siècle, de la part d'un président des États-Unis.



Abe, le Premier ministre japonais, et Donald Trump. DR

îles Senkaku / Diaoyu, également revendiquées par la Chine. Une double préoccupation des deux protagonistes, commerciale et sécuritaire, militaire, face à leur commun adversaire, la Chine, qui suffit pour afficher une entente totale avec « un partenaire précieux et un allié crucial ».

**Bœuf japonais ou texan ?**

Alliés mais néanmoins rivaux, bataille commerciale oblige. Trump a critiqué la hausse, en août, des taxes japonaises à l'importation du bœuf américain, de 38,5 % à 50%. Tokyo a promis de réviser son système, et Trump et Abe ont, tour à tour, mangé du bœuf étatsunien et japonais... La diplomatie gastronomique n'a pas empêché Trump d'enfoncer le clou. Devant des hommes d'affaires américains et japonais, il a dénoncé des « déficits

commerciaux massifs au profit du Japon depuis de très nombreuses années ». « Le commerce avec le Japon n'est pas libre et n'est pas réciproque », a-t-il ajouté, soulignant que le Japon « a été gagnant depuis de nombreuses décennies ». L'an dernier, le déficit extérieur des États-Unis avec le Japon se montait à 69 milliards de dollars... Et Trump d'inviter les patrons japonais : « Construisez vos voitures aux États-Unis, au lieu de les exporter ». Sauf que déjà 75% des véhicules japonais vendus aux États-Unis sont fabriqués sur place où les entreprises japonaises emploient 850 000 salariés...

**Diplomatie et militarisme**

« Personne, aucun dictateur, aucun régime et aucune nation ne devrait, jamais, sous-estimer la détermination de l'Amérique », a martelé

Trump, dès son premier discours, pour vanter l'impérialisme nippon : « Le Japon est une nation guerrière et je dis à la Chine, et je dis à quiconque d'autre, écoute, (...) vous allez vous heurter à un gros problème avec le Japon très bientôt si vous laissez cela continuer avec la Corée du Nord. » Étrange discours du Président d'un pays qui osait prétendre défendre la démocratie et la paix en écrasant le Japon à Hiroshima et Nagasaki !

Aujourd'hui, c'est sans ambiguïté un langage belliciste et nationaliste que tiennent les USA.

Après le Japon, Trump est allé en Corée du Sud, d'abord et en premier lieu sur la base militaire de Camp Humphreys, l'une des plus importantes de l'armée US à l'étranger, qui a été financée à 92% par l'État sud-coréen. Un symbole où Trump a tenu à souligner que la « patience stratégique » était terminée, imposant à la Corée du Sud l'éventualité de la guerre.

À travers ce voyage en Asie et autour de l'affaire coréenne, c'est bien l'ensemble des relations politiques entre les grandes puissances qui se négocient, des rivalités et intérêts contradictoires à travers lesquels se mesurent les rapports de force. La Chine y joue la carte de l'ouverture et du libre-échange face à l'agressivité des USA dont la seule stratégie est militaire et nationaliste. Une menace pour le monde...

Yvan Lemaître

LIBAN

## Crise politique nationale, enjeux régionaux

La démission surprise, le 4 novembre, du Premier ministre libanais Saad Hariri, pourrait précipiter davantage le Liban dans une situation de crise politique, et a en réalité beaucoup à voir avec l'accroissement des tensions régionales, notamment entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Saad Hariri était à la tête, depuis octobre 2016, d'un gouvernement de coalition regroupant la quasi-totalité de l'échiquier politique libanais, y compris le Hezbollah. C'est à cette dernière formation qu'Hariri s'en est pris pour justifier sa démission : « L'Iran a une mainmise sur le destin des pays de la région (...). Le Hezbollah est le bras de l'Iran non seulement au Liban mais également dans les autres pays arabes. Ces dernières décennies, le Hezbollah a imposé une situation de fait accompli par la force de ses armes. »

**Guerre d'influence entre l'Iran et l'Arabie saoudite**

Il est des symboles qui ne trompent pas, et le fait que Saad Hariri ait annoncé sa démission par un texte lu à la télévision depuis l'Arabie saoudite, son parrain politique et financier, est un de ceux-là. Difficile en effet de ne pas faire le lien entre, d'une part, la mise en cause de l'Iran et du Hezbollah et, d'autre part, la diplomatie saoudienne de plus en plus agressive à l'égard de Téhéran, sous la houlette du prince héritier Mohammed Ben Salman – avec les encouragements de Donald Trump. Coïncidence (?), c'est également le 4 novembre qu'une vaste purge était organisée dans l'appareil d'état saoudien, avec l'arrestation d'une cinquantaine de personnalités, dont onze princes et quatre ministres, renforçant un peu plus la mainmise de « MBS » sur les leviers de commande du pays.

La guerre d'influence que se livrent l'Iran et l'Arabie saoudite, directement ou par l'entremise d'alliés régionaux, connaît ainsi une nouvelle accélération, précipitée par les récents succès, en Syrie, d'Assad, des milices iraniennes et du Hezbollah contre les alliés des Saoudiens. Dans un tel contexte, auquel il convient d'ajouter la terrible guerre au Yémen, les menaces du ministre saoudien pour les Affaires du Golfe, Thamer al-Sabhane, ne sont pas à prendre à la légère : « Les Libanais doivent choisir entre la paix et l'affiliation au Hezbollah. »

**Pas de compromis en vue**

La crise politique ouverte par la démission d'Hariri va durer et le Liban, déjà considérablement déstabilisé par l'afflux massif de réfugiés depuis la Syrie, se retrouve une fois de plus otage des rivalités entre puissances régionales. Le fragile équilibre trouvé en 2016 entre des forces politiques rivales, voire ennemies, a fait long feu, et rien ne laisse supposer qu'un quelconque compromis pourrait être à nouveau obtenu.

Les régimes réactionnaires iranien et saoudien, ainsi que leurs alliés respectifs, Hezbollah et Courant du Futur (Hariri), semblent déterminés à faire monter la tension : l'Arabie saoudite a affirmé qu'elle considèrerait que le Liban, par l'intermédiaire du Hezbollah, lui a déclaré la guerre, tandis que le président iranien Hassan Rohani mettait en garde, il y a quelques jours, quiconque voudrait « prendre une décision décisive en Irak, en Syrie, au Liban et dans l'ensemble du golfe Persique sans tenir compte des positions iraniennes ».

Si l'on ajoute à ces éléments le fait que l'État d'Israël en a profité pour affirmer, par la voix de Netanyahu, que la démission d'Hariri était un « signal d'alarme », et pour menacer un peu plus ouvertement l'Iran, tandis que le ministre de la Défense Lieberman s'en prenait au Hezbollah et à l'armée libanaise, le pire est malheureusement envisageable.

Julien Salingue

## MACRON EN GUYANE Une stratégie coloniale bien rodée

S'il existe une constante dans la politique des gouvernements français, c'est la question coloniale. Le principe est clair : pas un seul territoire administré par la France ne doit s'émanciper.

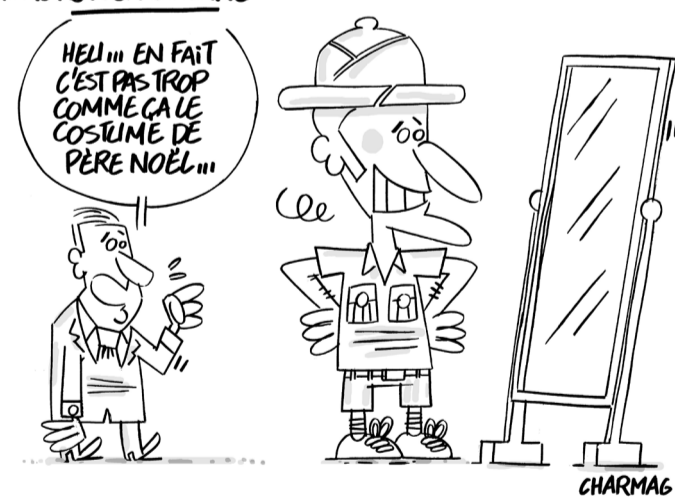
Six mois après les événements qui ont déstabilisé le sommet de l'État à la veille de l'élection présidentielle, la visite de Macron en Guyane se devait d'être millimétrée.

**Les accords de Guyane piétinés**

Dès son arrivée sur le sol guyanais, Macron, dans son style provocateur assumé, a confirmé qu'il ne respecterait pas les accords de Guyane en déclarant ne pas être « le Père Noël » ! Sur les trois volets des accords, seul le premier, qui regroupe l'aide d'urgence d'un milliard décidé par le précédent gouvernement, sera respecté. Cette stratégie de réduire les accords de Guyane à minima va dans le sens du principe colonial du sous-développement endogène, permettant à l'État français d'être indispensable au fonctionnement de sa colonie.

Concernant les volets devant permettre plus d'autonomie à la Guyane, là encore Macron les a atomisés. Les mesures de rétrocession du foncier

MACRON EN GUYANE



CHARMAG

qui ouvraient la perspective d'un possible « préalable foncier » sont transformées en « mise à disposition par l'État ». De plus, pour contrer les états généraux, organisés par le congrès des élus de Guyane, Macron a entraîné les élus guyanais dans les assises de l'Outre-mer, qui devraient déboucher sur quelques miettes dans 10 à 20 ans... Enfin, Macron n'a cessé de répéter que les lois françaises pouvaient être adaptées à la réalité guyanaise, cassant ainsi le principal argument des militants autonomistes.

**Stratégie de la division**

Durant sa visite, Macron s'est également employé à détruire toutes les cohésions qui avaient permis les journées historiques du 28 mars

et du 4 avril, pendant lesquelles un quart de la population adulte avait défilé main dans la main pour une Guyane qui fasse sa place à chacun. Pour cela, il n'a pas hésité à reprendre les propos de Marine Le Pen considérant que le problème des infrastructures guyanaises était davantage lié à l'immigration qu'à des insuffisances de l'État. De plus, il a nommé pointé du doigt les communautés du Surinam, du Brésil et d'Haïti, les accusant de venir détourner les allocations familiales et les allocations spécifiques au droit d'asile. Enfin, il n'a pas hésité à faire le lien entre l'immigration et le niveau de violence que connaît la Guyane, reprenant ainsi l'intégralité des thèses frontistes.

Mais le jeu vicieux de l'État ne s'est pas arrêté là. Le séjour de Macron a été l'occasion de décrédibiliser le *Kolectif Pou Lagwiynn Dékolè*, signataire des accords de Guyane. Macron a refusé de le rencontrer, l'a mis en opposition avec les élus guyanais, jugés seuls légitimes pour discuter de l'avenir de la Guyane, et a cherché par une stratégie de communication bien huilée à le mettre en opposition aux quartiers populaires.

**Reconstruire un front unitaire**

Cette stratégie d'État serait incomplète si elle ne préparait le dernier acte qui devrait se jouer dans les prochains mois, celui de la répression. Le nouveau préfet nommé en août, issu des rangs des services secrets et spécialiste en guérilla urbaine, en donne un avant-goût. L'heure est encore à la collecte de données, comme l'ont révélé, le 27 octobre, les forces de répression qui ont filmé pendant des heures les manifestants depuis le balcon de la préfecture, mais il est certain que prochainement des procès en série s'abattront sur les différents leaders du mouvement guyanais, comme cela fut le cas après le mouvement de 1996. Face à la contre-offensive, l'heure est à la reconstruction d'un front le plus large possible impliquant syndicats, collectifs, partis politiques et société civile, pour défendre les accords de Guyane dans leur ensemble, se projeter vers une évolution statutaire et recréer du lien social dans une communauté de destin guyanaise ouverte et plurielle. Des initiatives récentes pourraient aller dans ce sens. Aux militants anticolonialistes de peser de tout leur poids pour construire ce nouveau rapport de forces.

Adrien Guilleau

## LA GRANDE BOUCHERIE CAPITALISTE

*Les tensions de cette guerre totale ont poussé au bout les limites des États. Elle se termine par un effondrement politique en Europe et une crise révolutionnaire, essentiellement dans les États vaincus. Trois empires ont disparu, le tsariste, l'austro-hongrois et l'ottoman. La Grande-Bretagne est remise au second plan, au bénéfice des USA qui deviennent la première puissance mondiale, la principale force économique, le principal entrepôt, la principale banque du monde.*

Une vague révolutionnaire emporte la Russie, mais aussi l'Allemagne entre 1918 et 1923, l'Italie du nord en 1919-1920, la Hongrie en 1919, l'Espagne en 1917, la Finlande en 1918. La révolution russe a un effet au-delà de l'Europe, au Mexique, en Inde, en Chine. Cette vague révolutionnaire amplifiait le processus de montée en puissance du mouvement ouvrier engagé depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Le nombre de travailleurs augmentait sans cesse, réclamant de meilleures conditions de travail, plus de démocratie, le droit de vote, etc., ils créaient des syndicats, leurs partis obtenaient de plus en plus de voix, comme si naturellement la majorité sociale allait avoir une traduction politique. Il paraissait évident que le vieux monde était condamné et les partis socialistes étaient l'incarnation de l'alternative dans la plupart des pays européens. On attendait une révolution en Allemagne, en Russie. Pour les puissances impérialistes qui entraient en guerre il s'agissait aussi de briser ce mouvement ouvrier.

### Guerre totale

C'est une guerre totale qui fera 20 millions de morts, pour moitié des civils, des millions de déplacés, une guerre industrielle longue, avec une intensité et brutalité sans pareille, mobilisant toutes les populations.

Pour les dominants la guerre tombait à pic pour mater les classes inférieures. Les généraux envoyaient des centaines de milliers d'hommes à la mort sans hésiter, car il fallait montrer qui commande, pour ne pas paraître inactif. Combien de patrouilles commandées pour briser les trêves tacites entre soldats des deux camps, entretenir une violence permanente ! C'est un déferlement de violence instauré, organisé, entretenu, légitimé au

nom d'intérêts supérieurs, ceux des pouvoirs en place. Cette guerre de « brigandage » est, dans sa démesure, l'expression concentrée du stade de l'impérialisme atteint par le capitalisme.

Elle provoque une évolution profonde dans les classes populaires. Se retrouvent, dans la boue des tranchées, les ouvriers et les paysans unifiés dans l'horreur des offensives inutiles, des gaz de combat, des tirs d'artillerie. Ils sont sous les ordres des aristocrates, les nobles russes ou prussiens, mais aussi des élites bourgeoises de la république. Pour tenir, il faut se serrer les coudes entre ceux d'en bas.

Pour nombre d'entre eux, c'est la première fois qu'ils quittent leur village, leur ville, leur milieu. Par exemple en France, c'est au travers de ce brassage que le français devient la langue qui réunit les soldats. La première année, le recrutement se fait souvent dans des régions homogènes, au même patois, à la même langue mais, dès 1915, les pertes humaines provoquent un mélange : les soldats sont alors confrontés à un usage quotidien du français (dans les ordres, les consignes, etc.). C'est aussi une occasion de découvrir l'autre, de s'ouvrir à ses usages, à ses coutumes. Et de comprendre qu'on a les mêmes problèmes. Pas seulement parce qu'on n'a pas de casque pendant les premiers mois de guerre en France, ou qu'on n'a qu'un fusil pour deux dans certains régiments russes. Mais aussi que l'on partage tous les problèmes de la vie.

### On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels

L'inégalité devant la mort est aussi l'inégalité dans l'organisation de la société. La façon dont les riches, les possédants sont planqués et font des fortunes dans les industries

de guerre est insupportable alors qu'on somme les travailleurs d'oublier l'ennemi de classe pendant le conflit.

Des deux côtés du Rhin, les bénéfices explosent pour quelques grandes entreprises. Dès les premiers mois de guerre, les débats font rage. Les commandes sont livrées en retard, du matériel est défectueux. Des obus de 75 sont facturés 14 francs au lieu de 10 francs, pointe la Commission des finances. Le chiffre d'affaires de Renault est multiplié par quatre entre 1914 et 1918. Citroën et Schneider réalisent une marge bénéficiaire de l'ordre de 40%. En Allemagne, une commission parlementaire établit que les seize plus grandes entreprises houillères et sidérurgiques allemandes ont multiplié leurs bénéfices par au moins huit entre 1913 et 1917!

Naissent à cette époque le futur constructeur automobile BMW, le chimiste Bayer, qui produit notamment le gaz moutarde. Krupp double ses bénéfices. Le fabricant d'armes Rheinmetall les multiplie par dix. En Grande-Bretagne, Shell approvisionne en essence le corps expéditionnaire britannique, fournit 80% du TNT utilisé par l'armée : à la fin des années 1920, elle devient la première compagnie pétrolière mondiale. Dans les mines du Katanga au Congo belge, la production de cuivre s'intensifie.

Les inégalités sociales perdurent sous l'uniforme, s'amplifient à la démesure de cette guerre, provoquent des ruptures au sein de toutes les sociétés qui vont provoquer des affrontements sociaux majeurs, portés par l'octobre russe qui fait coïncider l'espoir de paix avec la révolution sociale.

### Patrick Le Moal

1 - La Seconde Guerre mondiale fera 60 millions de morts, dont deux tiers de civils, et 40 millions de déplacés.

**É**ric Hobsbawm, dans l'Âge des extrêmes, décrit le bouleversement qu'a représenté la Première Guerre mondiale « qui marqua l'effondrement de la civilisation (occidentale) du 19<sup>e</sup> siècle. Cette civilisation était capitaliste dans son économie; libérale dans son appareil légal et constitutionnel, bourgeoise dans l'image de sa classe hégémonique; fière des avancées de la science, du savoir et de l'éducation, mais aussi du progrès matériel et moral; et profondément convaincue de la place centrale de l'Europe (...) dont les principaux États définissaient le système politique mondial ». Retour sur cette guerre qui bouleversa le monde.

## ET LA PREMIÈRE MONDIALE



## LA LUTTE DES PEUPLES CONTRE

*Contrairement aux images de propagande, qui ont cherché à imposer l'idée que les peuples auraient soutenu avec enthousiasme les déclarations de guerre et seraient partis au combat « la fleur au fusil », les populations ont le plus souvent accueilli durant l'été 1914 les ordres de mobilisation avec stupeur et consternation.*

La faillite des directions ouvrières ayant empêché toute forme d'opposition, la résignation finit toutefois par l'emporter et les conscrits, formatés par des décennies d'éducation patriotique, partirent massivement au front, sans avoir une réelle conscience de l'ampleur de l'enfer dans lequel ils se préparaient à entrer. Les oppositions ne furent toutefois pas négligeables : en France, 32 000 mobilisés, soit 1,5% des conscrits, refusèrent ainsi de répondre à l'appel, au risque d'être déferés devant une cour martiale.

### Du refus individuel au refus collectif

En l'absence de tout cadre d'opposition organisée à la guerre, la lutte des peuples n'eut dans un premier temps d'autre possibilité que de s'exprimer par des désertions ou des automutilations, afin de pouvoir trouver une échappatoire individuelle à la boucherie. La dégradation des conditions de vie et la prise de conscience de l'absurdité de la guerre se traduisit toutefois de plus en plus par des actes d'insubordination, qui allaient de l'agression d'un gradé au refus

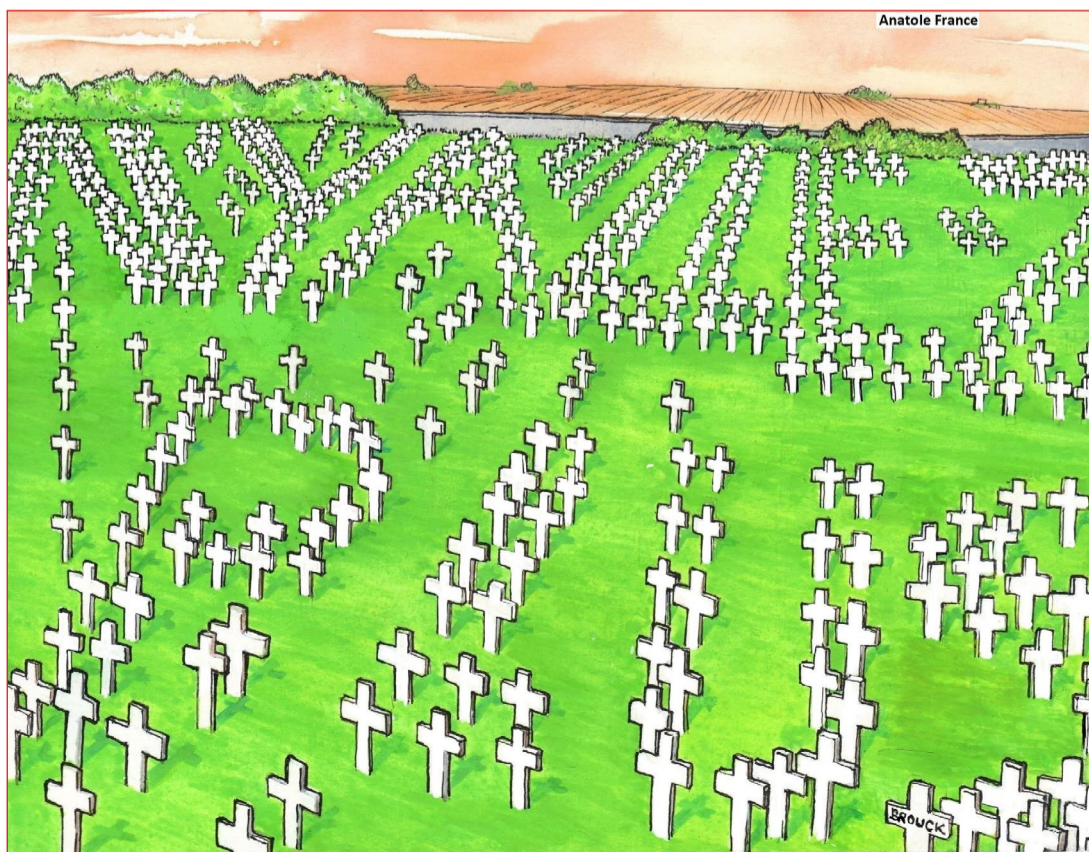
d'obéissance. Le plus souvent individuels, ces actes d'agression ont parfois pu prendre une dimension collective comme ce fut le cas de ces 27 soldats du 56<sup>e</sup> régiment d'infanterie français qui furent condamnés à mort le 24 mai 1915 pour avoir refusé de partir à l'assaut des tranchées ennemies. Plus inquiétantes encore pour les états-majors furent les scènes de fraternisation qui se produisirent spontanément pendant les fêtes religieuses, en particulier entre les soldats allemands et britanniques qui organisèrent par exemple à Noël 1914 un match de football dans le *no man's land* qui séparait les tranchées.

Jusque-là trop dispersés pour déboucher sur une contestation de masse de la guerre, ces actes d'insubordination prirent une nouvelle tournure avec la révolution russe de février 1917. Disposant, en vertu de l'ordre n°1 du soviét de Petrograd, de nouveaux droits politiques, qui leur permettaient de s'organiser, voire de placer les officiers sous leur contrôle, les soldats russes mirent brutalement la révolution à l'ordre du jour dans toutes les tranchées. Tel fut le cas en France, où les 16 000 soldats

russes envoyés par Nicolas II sur le front français s'organisèrent en soviets et hissèrent le drapeau rouge, ce qui amènera l'état-major des Alliés à les cantonner aussitôt dans le camp de La Courtine. De plus en plus sensibles à la propagande bolchévique, ces troupes y organisèrent pendant quelques mois une petite république soviétique que les généraux français, bénéficiant de la bénédiction de Kerenski, détruisirent en septembre 1917 au canon et à la mitrailleuse, avant de déporter les survivants en Algérie.

### Vague de mutineries

Conjugués à la dégradation objective des conditions de vie, les effets de la révolution russe provoquèrent une vague de mutineries, qui toucha en particulier l'armée française au lendemain de l'échec en avril 1917 de l'offensive de Nivelle. Rapidement réprimées en France, les mutineries s'étendirent dans l'armée britannique, où un millier de soldats se mutinèrent à Étaples en septembre 1917. Ils touchèrent aussi la marine allemande, avec des troubles à Kiel en août 1917 et surtout l'Italie, où l'état-major dut faire face à une multiplication



# PREMIÈRE GUERRE LE BOULEVERSA LE MONDE



## RE LA GUERRE IMPÉRIALISTE



des actes d'insubordination, qui prirent une ampleur particulière après le désastre de Caporetto en novembre 1917. La révolte des peuples contre la guerre prenait une dimension internationale, comme en témoigna aussi la mutinerie, en septembre 1917 à Boulogne-sur-Mer, des travailleurs envoyés par la Chine pour participer, dans des conditions proches de l'esclavage, à l'effort de guerre des Alliés. La répression massive des états-majors n'était pas en mesure d'arrêter le mouvement, et le

spectre de la révolution russe commençait à se rapprocher, comme en témoigna la vague de grève qui, à l'initiative principale des Spartakistes, secoua l'Allemagne en janvier 1918. Pas moins d'un million de travailleurs arrêtaient le travail, s'organisèrent en conseil et exigèrent l'arrêt de la guerre. La proclamation de l'état de guerre et la répression militaire purent arrêter le mouvement, mais la grève repartit en avril et l'opposition à la guerre devint désormais de plus en plus ouverte. L'insubordination ouvrière se répandit aussi

en Autriche-Hongrie, où 700 000 travailleurs entrèrent en grève en janvier 1918 pour exiger du pain et la paix, en mettant en place des conseils sur le modèle russe.

### La capitulation plutôt que la révolution

Combinées à l'asphyxie économique des empires centraux, qui dégradait dangereusement les conditions de vie au front et à l'arrière, ces grèves ouvrières jouèrent un rôle capital dans le processus de délitement qui devait conduire à la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. L'échec de l'offensive de l'été 1918 offrit l'étincelle qui fit exploser la poudre : le 29 octobre 1918, les marins de la base de Kiel se mutinaient, bientôt soutenus par la population ouvrière. À partir du 9 novembre, les autorités avaient perdu le contrôle de la ville, où se mettait en place une république soviétique. La révolution gagna comme une trainée de poudre toutes les villes allemandes, mais aussi celles de l'Autriche-Hongrie, ce qui amena l'empereur Guillaume II à abdiquer le 9 novembre. Alors que le drapeau rouge était arboré dans toutes les casernes et les mairies, la bourgeoisie et les dirigeants des sociaux-démocrates n'eurent plus d'autre politique que de faire front contre le péril bolchévique, et coururent demander un armistice aux alliés, choisissant la capitulation plutôt que la révolution. **Laurent Ripart**

## LA FRACTURE DU MOUVEMENT SOCIALISTE

La Première Guerre mondiale provoqua la scission du mouvement socialiste, en amenant la gauche révolutionnaire à rompre définitivement avec la direction réformiste de la II<sup>e</sup> Internationale, donnant ainsi naissance à un nouveau courant communiste désormais clairement distinct de la social-démocratie.



ParticipantEs à la conférence de Zimmerwald en septembre 1915. DR

L'entrée en guerre contraignit les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale à choisir entre les principes internationalistes du marxisme et leur participation aux institutions étatiques. Placés dans cette situation inconfortable, ils firent partout passer leur solidarité nationale avant leur internationalisme prolétarien, en votant les crédits de guerre et en soutenant l'entrée dans le conflit.

### Union sacrée

Dans les pays belligérants, les socialistes russes firent véritablement exception, non seulement en raison de l'importance que jouait dans ce pays la gauche révolutionnaire, mais aussi parce que le régime autocratique n'ayant pas permis leur intégration institutionnelle, les dirigeants socialistes russes étaient restés en extériorité par rapport à leur propre impérialisme.

Dans les autres pays belligérants, les directions des partis ouvriers et leurs fractions parlementaires se montrèrent partout solidaires de leur propre impérialisme. La vague était si forte que même les dirigeants de la gauche révolutionnaire eurent du mal à résister, comme ce fut le cas en Allemagne où tous les députés socialistes votèrent en août 1914 les crédits de guerre, y compris lorsque, comme Karl Liebknecht, ils y étaient personnellement opposés. La situation était particulièrement dégradée en Grande-Bretagne, mais aussi en France, où la culture jacobine qui imprégnait l'ensemble des tendances de la SFIO avait amenée jaurésiens et guesdistes à se rallier d'un même mouvement à la guerre et à participer au gouvernement « d'Union sacrée » qui organisait la grande boucherie. L'enlisement de la guerre amena toutefois l'aile gauche du mouvement socialiste à revoir ses positions en adoptant une position plus ferme. En décembre 1914, Karl Liebknecht rompit avec la solidarité de son groupe parlementaire, en devenant le seul député à voter contre les crédits de guerre inscrits au budget 1915. Avec Luxemburg, Mehring, Jogiches et Zetkin, il

organisa le groupe Spartakus qui se positionna clairement contre la guerre, ce qui allait amener à son arrestation le 1<sup>er</sup> mai 1916. En Angleterre, l'opposition à la guerre restait toutefois confinée dans des groupes très marginaux, tandis qu'en France elle ne survivait plus guère qu'au sein du courant syndicaliste révolutionnaire de la CGT qu'animaient Rosmer et Monatte.

### Vers une opposition internationale à la guerre

Les principes de l'internationalisme prolétarien restaient cependant intacts dans les sections des pays restés neutres. En septembre 1914, les partis socialistes suisse et italien purent ainsi élaborer une déclaration commune contre la guerre, avant d'être imités en janvier 1915 par les sections danoise, néerlandaise et suédoise de la II<sup>e</sup> Internationale. Des premières tentatives d'organisation d'une opposition internationale à la guerre se mirent en place, en particulier autour du mouvement des femmes qui, ayant échappé à la mobilisation de masse, jouèrent un rôle central dans cette mobilisation. Le 8 mars 1915, Alexandra Kollontai organisa ainsi en Norvège une manifestation internationale des femmes contre la guerre, tandis que Clara Zetkin réunissait en avril 1915 à Berne une conférence de femmes contre la guerre à laquelle participèrent 70 déléguées. Une étape décisive fut franchie en septembre 1915 lorsque s'ouvrit la conférence de Zimmerwald, qui réunissait 38 délégués venus de 11 sections socialistes pour élaborer une plateforme internationaliste contre la guerre.

Les zimmerwaldiens étaient toutefois profondément divisés. Sous la houlette de Lénine, la gauche révolutionnaire prônait l'adoption d'une ligne anti-impérialiste et défaitiste, tandis que les partisans d'une ligne plus modérée se refusaient à aller au-delà d'un pacifisme abstrait et d'un appel général aux gouvernements pour établir un cessez-le-feu multilatéral. Plus fondamentalement encore, la gauche zimmerwaldienne considérait que la II<sup>e</sup> Internationale avait irrémédiablement failli et

qu'il n'était plus possible d'y militer au côté des ministres socialistes qui dirigeaient la boucherie. Se plaçant en position centriste, les modérés se refusaient en revanche à envisager une scission du mouvement socialiste et ne voulaient pas aller au-delà d'un simple travail de redressement des positions de l'Internationale. À Zimmerwald comme lors de la conférence réunie dans la foulée à Kienthal en avril 1916, les modérés l'emportèrent et les thèses de Lénine furent à chaque fois mises en minorité.

### La fondation de la III<sup>e</sup> Internationale

Les rapports de forces se modifièrent avec la révolution d'Octobre, qui permit aux bolcheviks de mettre en application les orientations de la gauche zimmerwaldienne, non seulement en appliquant leur ligne défaitiste jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la terrible paix de Brest-Litovsk (mars 1918), mais aussi en mettant en place leur politique de rupture avec la II<sup>e</sup> Internationale. Ayant renoncé en juin 1918 à toute référence au terme désormais discrédité de « parti social-démocrate » pour prendre le nom de « parti communiste », les bolcheviks appelèrent, lors de la conférence internationale de mars 1919 à Moscou, à la création d'une nouvelle Internationale. Élaborées en juillet 1920 lors d'une deuxième conférence, les 21 conditions d'adhésion à cette III<sup>e</sup> Internationale permettaient de rompre tant avec la II<sup>e</sup> Internationale qu'avec les courants « centristes » qui l'avaient emporté à Zimmerwald et Kienthal. La III<sup>e</sup> Internationale se définissait en effet non seulement par son opposition au social-patriotisme, mais aussi par sa dénonciation du social-pacifisme, conjuguant les principes de l'internationalisme avec ceux du défaitisme révolutionnaire, imposait l'abandon de toute référence à la social-démocratie pour ne plus compter que des « partis communistes » et écartait enfin explicitement tous les centristes qui s'étaient attachés à conserver des liens avec les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale. **Laurent Ripart**

## RÉPRESSION ANTISYNDICALE Harcèlement et discrimination : IBM jusqu'au-boutiste

Mercredi 15 novembre 2017, Christian Agon, délégué du personnel chez IBM et responsable syndical CGT au CHSCT, comparaitra devant le conseil de prud'hommes de Paris pour une énième fois... et pour les mêmes raisons : harcèlement et discrimination par une direction qui exige toujours le versement de dommages et intérêts, et ne cesse, depuis des années, de vouloir faire la peau à ce salarié.

Cadre commercial chez IBM, l'un des premiers combats de Christian a été de remettre en cause le système de rémunération des commerciaux : l'employeur imposait la signature d'un avenant modifiant le salaire variable. Provoquant alors l'ire de la direction, il a été licencié en novembre 2009. Ce n'est qu'au terme d'une longue mobilisation que sa réintégration a été gagnée en justice, la direction n'ayant exécuté la décision que sur intervention d'un huissier, le 5 août 2010, sans lui redonner un poste correspondant à ses qualifications. Mais la pression a été relativement moins forte jusqu'en 2015, et Christian a continué à critiquer la politique interne des salaires et à dénoncer en CHSCT des pratiques de management manipulatrices et perverses.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILD

### Acharnement

Encouragée par les régressions sociales, la hiérarchie de Christian a ainsi monté un dossier avec notamment une enquête interne menée totalement à charge. Le 22 octobre 2015, il est convoqué par son responsable hiérarchique à un entretien non contradictoire pour se faire accuser de harcèlement moral et être suspendu de ses fonctions. Il aurait fait appel à « des gros bras » pour « tabasser » son manager. Choqué par cet entretien, il est arrêté par son médecin.

À son retour, le 16 décembre, il est convoqué afin d'être entendu sur « des faits présumés de harcèlement ». Christian souhaitait légitimement être accompagné par un délégué syndical, la direction a finalement annulé la réunion, arguant du fait que le délégué n'était pas habilité à écouter des informations personnelles et confidentielles.

Le 17 février 2016, il est convoqué à un entretien préalable à licenciement avec une liste de griefs ne justifiant en rien la convocation.

Malgré le refus du licenciement acté par le Comité d'établissement, la direction poursuit le processus. L'inspection du travail refuse également son licenciement, le jugeant « nul et sans objet car reposant sur des éléments prescrits ou non datés ».

Dès son retour, la direction fabrique un nouveau dossier de licenciement. Il aurait insulté son chef en présence de témoins. Sauf qu'il était accompagné de quatre autres personnes qui n'ont rien vu, rien entendu. Le licenciement est de nouveau refusé par l'inspection du travail. IBM joue la carte du jusqu'au-boutisme et de l'écoeurement. Nous devons nous mobiliser, l'accompagner dans cette nouvelle épreuve, lui que la direction a fini par rendre malade, tant physiquement que psychiquement... Son procès étant véritablement emblématique de ce que les entreprises comme IBM sont capables de faire subir comme violences physiques et psychologiques à leurs salariés. Parce qu'aujourd'hui avec la casse du code du travail, la guerre éclair des capitalistes contre les travailleurEs, nous sommes définitivement tous des « Christian Agon » en puissance.

Correspondant

## WETOGETHER Politiser les violences et s'organiser par nous-mêmes

Le dimanche 5 novembre est parue dans le JDD une tribune réclamant un plan d'urgence contre les violences et une pétition contre les violences faites aux femmes. Une semaine après le 29 octobre, elles sont signées par de nombreuses féministes, intellectuelles et militantes. Nombreuses sont celles qui attendent la suite de la mobilisation...

La pétition a au moins deux qualités. La première est de garder l'attention médiatique sur les violences sexistes quand leur traitement habituel consiste à les minimiser, voire les cautionner. Cette visibilité est essentielle. Elle permet de se rendre compte que nous ne sommes pas seules, et de faire émerger une conscience collective de ce qu'est l'oppression. La deuxième est d'avancer une plateforme de revendications, un plan d'urgence. C'est indispensable. Les violences ne sont pas une fatalité. Il est possible de gagner sur des revendications.

### Ne pas semer d'illusions

Mais cette pétition sème aussi de grosses illusions : la première est qu'il serait possible que Macron déclare un plan d'urgence contre les violences faites aux femmes par la seule force des pétitions, alors qu'il supprime les CHSCT, laissant les travailleuses seules face au harcèlement. La deuxième est que le gouvernement aurait toutes les cartes en main pour changer les choses. Or les violences sont intrinsèquement liées au patriarcat et le servent. Les stopper demande donc de s'attaquer au système patriarcal et au système capitaliste. Évidemment, il ne faut pas attendre la révolution pour se battre, mais pour mettre fin à l'oppression des femmes définitivement cela demande à changer de système.

La tribune est signée par de nombreuses féministes dont certaines, à n'en pas douter, pensent que ce genre de plateforme doit être accompagnée par une mobilisation dans la rue. Mais elle laisse un goût amer : aucune perspective de rue, aucune perspective de construction et d'organisation,

alors même que nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui se sont mobiliséEs et qui cherchent à changer les choses. Étrange que cette tribune soit diffusée et signée largement sans réussir à proposer ne serait-ce qu'en perspective la manifestation du 25 novembre, alors que l'appel du CNDF tarde à venir, rendant difficile la mise en route d'une dynamique.

### Par nos luttes

C'est par nos luttes que nous avons gagné des droits, c'est par nos luttes que nous en gagnerons de nouveaux. Il n'y aura pas de raccourcis. Il faut que les militantEs arrêtent de se contenter de signer une tribune denses que mobiliser leur semble compliqué. Le gouvernement Macron est un gouvernement qui ne lâchera rien si nous ne lui arrachons pas. Il

a déjà prouvé qu'il n'était pas du côté des femmes et des personnes LGBTI : suppression du ministère du Droit des femmes de plein exercice et avec un budget propre, nouveau report de la PMA, nomination de ministres homophobes et sexistes, etc. La seule proposition contre le harcèlement de rue est de renforcer la présence des flics quand ceux-ci sont eux-mêmes parfois responsables d'agressions et de viols et qu'ils empêchent de nombreuses femmes de porter plainte. Nous avons une fenêtre pour construire un mouvement contre les violences sexistes et plus généralement reconstruire un mouvement féministe, large et inclusif. Mais il faut réagir dès aujourd'hui en proposant à toutEs de s'organiser collectivement pour combattre le patriarcat. Et en proposant une perspective de rue : la manifestation du 25 novembre. Mais les manifestations ne peuvent être cette année les traditionnelles manifs du 25. Elles doivent être le plus massives possible et se faire dans l'unité la plus large, ce qui implique de refuser toute mention stigmatisante à l'encontre des femmes, en particulier des

femmes musulmanes. L'unité du mouvement féministe ne pourra se faire qu'en articulant les luttes féministes et antiracistes.

### Contre la dépolitisation

Il faut, enfin, refuser une dépolitisation des violences faites aux femmes, les ramenant à des problèmes interindividuels. Ces violences sont systémiques : pour les combattre, il ne suffira ni de signer une pétition ni de les rendre visibles, même si l'un ou l'autre moyen peut éventuellement être une étape dans ce combat. Pour les combattre, il faut combattre le système patriarcal.

Nous ne pourrions compter que sur nos propres forces, ce qui signifie construire une mobilisation auto-organisée, dans ce sens l'appel à une assemblée générale pour discuter collectivement des suites du mouvement à Paris peut être une étape importante, surtout si elle débouche sur une construction de collectifs militants. Mais une seule AG ne résoudra pas tout, et il faudra que les tests soient faits dans toutes les villes, dans les entreprises, dans les sections syndicales.

Mimosa Effe



CHARMAG



Informations sur <http://libertepoursalah.fr/>

## FORD BLANQUEFORT Une victoire judiciaire pour relancer la mobilisation ?

Dans un contexte d'inquiétude générale quant à l'avenir de l'usine Ford de Blanquefort (33), une décision de justice condamnant la multinationale pourrait redonner confiance aux salariéEs.

Le comité de suivi du 23 octobre, piloté par le préfet, n'a débouché sur aucune avancée. Ford repousse toujours à plus tard le moment de décider d'apporter une nouvelle boîte de vitesse à produire à l'usine. Alors que la mise en place d'un nouveau projet industriel prend normalement deux ans, nous savons

que d'ici environ un an, l'activité de l'usine pourrait se réduire à un niveau très faible. Nos emplois sont donc clairement menacés. Mais Ford fait comme si de rien n'était et les pouvoirs publics assistent en spectateurs à une catastrophe sociale quasi-annoncée. Les collègues écoeurés et inquiets ont pour la plupart bien conscience qu'on se fait



## SAINT-DENIS « Mamans » mobilisées contre les violences dans les quartiers

Samedi 4 novembre, une centaine de personnes (habitantEs surtout, enseignantEs, militantEs associatifs et quelques éluEs) ont marché à Saint-Denis entre les cités Saussaie-Floréal-La Courtille (SFC) et Neruda et Allende, à l'appel d'un groupe de « mamans » mobilisées contre les violences.

Cette marche est l'aboutissement de la montée des tensions entre jeunes des différentes cités de la ville depuis plus d'un an, qui rebondissent régulièrement avec des agressions qui déclenchent des représailles, sans que personne ne puisse en situer l'origine. Au début de l'été, le climat était tel à SFC que plusieurs mères ont passé des nuits entières pour empêcher les jeunes d'aller régler leurs comptes avec ceux d'Allende.

### Engrenage

Depuis la rentrée scolaire, l'engrenage s'accélère : autour des lycées, mais aussi des collèges les agressions se multiplient. Dans un collège, les enfants ne vont plus en cours de sport car ils ont été attaqués sur le chemin des installations sportives, avec leurs enseignantEs. Dans plusieurs lycées, des élèves décrochent à cause de ces agressions. Éléments déclencheurs pour les mamans : le 6 octobre des jeunes de SFC ont attaqué les personnels des urgences de l'hôpital Delafontaine où se trouvait un jeune d'Allende blessé ; et le 16 octobre une vingtaine de jeunes ont tenté de forcer l'entrée du LP Bartholdi, gazant et bousculant les AED et enseignantEs qui les en empêchaient.

### Refus des réponses sécuritaires

Les « mamans », qui sont bien conscientes qu'il n'y aura pas de réponse sécuritaire pour protéger leurs enfants des autres, mais aussi d'eux-mêmes, se sont alors tournées vers les établissements scolaires et les associations qui réussissent encore à survivre dans le quartier – une radio qui réunissait des jeunes des différentes cités ne va plus pouvoir fonctionner car son technicien en contrat aidé n'a pas été renouvelé. Elles ont en effet l'expérience, depuis les mobilisations il y a 3 ans pour obtenir des enseignantEs dans les écoles qui avaient permis d'obtenir un concours de recrutement exceptionnel dans le 93, que c'est en prenant nos affaires en mains directement que l'on a une chance d'avancer.

### Objectif atteint

L'objectif de la marche était de provoquer des discussions avec les jeunes pour leur montrer la préoccupation partagée par leurs « mamans », leurs enseignantEs, de les voir s'enfermer dans une violence stérile alors



DR

qu'ils sont tous victimes des mêmes problèmes : galère dans les quartiers, école au rabais quand ils y trouvent une place, peur de l'avenir. Cet objectif a été atteint, puisque la pluie n'a pas découragé le cortège qui

ne s'est arrêté que pour des interpellations de jeunes à l'écoute. De quoi encourager à continuer. De nouveaux rendez-vous sont pris pour envisager les suites.

Cathy Billard

## GM&S Entre rage et désespoir, la solidarité s'organise

Les 156 travailleurs licenciés, mais aussi ceux qui ont conservé leur emploi, savent que cette reprise au rabais, sans les bureaux d'études, les services méthodes, achats, supports, et sans la tôlerie, condamne à terme l'entreprise qui devient totalement dépendante des constructeurs Renault et PSA. Constructeurs qui avaient consenti des commandes face à la lutte pour leur survie des GM&S depuis un an, mais qui ne tiendront, ou pas, leurs engagements, qu'en fonction du profit qu'ils peuvent en tirer, et certainement pas pour le maintien de l'emploi dans cette région de Creuse déjà fortement sinistrée.

### La lutte continue

Si les travailleurs de GM&S ne sont pas dupes à ce propos, ils ne le sont pas non plus sur

Depuis 2 mois, le site de GM&S, sous-traitant automobile à La Souterraine, en Creuse, repris par GMD avec seulement 120 salariés sur 276, est devenu LS Industrie.

L'attitude du gouvernement qui les a reçus à l'Élysée le 21 octobre pour leur signifier une fin de non-recevoir sur leur demande d'indemnités supra légales pour les travailleurs licenciés. Pour autant, même si la situation est catastrophique pour les licenciés car ils savent que retrouver tous un boulot dans la région, c'est mission impossible, ils ne baissent pas les bras. Une requête pour annulation du plan social est en cours sur le plan judiciaire. Des démarches actives sont engagées auprès des élus locaux pour qu'ils prennent position. Des élus qui ont d'ailleurs été gazés à Egletons lors de la venue de

Macron alors qu'ils voulaient seulement le rencontrer ! Avec la CGT, les salariés tiennent des réunions d'information dans différentes villes de la région et viennent de créer une association de défense et de soutien aux travailleurs de GM&S'. Même si le moral n'est pas au beau fixe, le lien entre les salariés licenciés et ceux qui ont gardé leur emploi se fait toujours par des assemblées communes, pour suivre l'évolution de la situation de tous et pour être en mesure de continuer à réagir ensemble pour la suite.

### Correspondant

1 - ASDSGM&S, 6 cité Jean-Macé, Maison des associations, appt 17, 23300 La Souterraine

## PSA Halte à la répression !

Vendredi 16 novembre, nous nous retrouverons une nouvelle fois devant le tribunal de Versailles où PSA traîne à nouveau en justice des militants de la CGT.

Le 17 février dernier, neuf militants de la CGT PSA Poissy ont une entrevue avec un chef d'unité qui voulait imposer, à un salarié soumis à une autorisation de travail avec restriction suite à une opération, un travail seul sur un poste de deux, l'entretien, qui a duré 17 minutes, a rapidement été dénoncé par la direction comme étant une séquestration. La plainte déposée par PSA a mené les neuf syndicalistes en garde à vue, suivie d'une mise en examen devant le tribunal correctionnel.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

### Une longue liste d'attaques contre le syndicat CGT

Cette nouvelle offensive s'inscrit dans une longue liste d'attaques contre le syndicat CGT sur l'ensemble des sites PSA. Sur le même site, Farid Borsali, secrétaire du syndicat, a été condamné à six mois de prison avec sursis et à 2600 euros d'amende pendant que 14 salariés étaient sanctionnés d'un total de 61 jours de mise à pied et d'une mutation disciplinaire. À Mulhouse, à Sochaux, à Valenciennes, des dizaines de militants sont sanctionnés, menacés de licenciement. Chez PSA, l'anti-cégétisme est une vieille tradition, battue en brèche par l'action militante. Mais PSA ne renonce pas. Récemment un document d'un responsable du site de Sochaux a été rendu public : dans dans un grand cahier à spirale, au beau milieu d'une page à petits carreaux, on peut lire « Entretien embauche – 2 Nouveaux – Parcours intégration anti-CGT ».

Cet anti-cégétisme est bien sûr conforté par les contre-réformes Macron contre le droit du travail, mais sa virulence est aussi proportionnée aux résistances qui se développent dans le groupe : contre les modifications d'horaires, pour l'augmentation des salaires. Et la colère est telle que même les intérimaires de Rennes ou de Sochaux se lancent dans la bataille.

Autant de raisons de se battre pour faire reculer la direction. C'est bien l'objet du Comité de défense des libertés ouvrières et syndicales à PSA, qui s'est constitué sous le parrainage de Gérard Filoche, avec des milliers de signatures de la pétition de soutien. C'est ce comité, avec le soutien de nombreuses structures syndicales, de personnalités politiques et associatives, qui appelle au rassemblement devant le tribunal de grande instance de Versailles, jeudi 16 novembre à 11 heures (horaire modifié pour permettre aux militantEs de se rendre à la manifestation anti-Macron à 14 heures à Paris).

Robert Pelletier

baratiner mais, malgré les efforts de l'équipe militante CGT qui essaie aussi d'entraîner une intersyndicale attentiste, l'ambiance dans l'usine n'est toujours pas à la mobilisation.

### La justice donne raison à la CGT

C'est dans ce contexte que le tribunal vient de délibérer dans l'affaire dite des « 1000 emplois ». À la surprise générale, le 2 novembre, la justice a donné raison à la CGT en condamnant Ford à respecter son engagement de maintenir au moins 1000 emplois, inscrit dans l'accord de mai 2013 signé avec l'État et collectivités territoriales. Ford est condamné à revenir aux 1000 emplois au 1er janvier 2018 : quelle victoire pour nous ! Bien sûr, il est possible que ce ne soit qu'une victoire symbolique, Ford peut (et devrait) faire appel de cette



DR

condamnation. Et puis nous voyons mal comment la justice va imposer à une multinationale d'embaucher, même avec une amende autour de 80000 euros.

Cela dit, cela reste une victoire qui sera un élément important pour la suite. Tout d'abord parce que cela montre que nous avons raison de dénoncer la

politique de Ford et de ne rien lâcher dans la bataille pour la défense des emplois. Cela met forcément met la pression sur les pouvoirs publics qui n'avaient pas fait grand-chose jusque-là et, évidemment, la pression sur Ford, pris en flagrant délit de mensonge et d'utilisation d'aides publiques (plus de 40 millions d'euros) sans maintien des emplois en retour.

### De nouveau, un air de contestation dans l'usine

Cela peut surtout redonner confiance du côté des salariéEs, car cette décision de justice apporte de la légitimité à la bataille des emplois. Le revers essuyé par Ford devrait aider à modifier le rapport de forces. Une décision qui tombe à pic car, depuis le 23 octobre, nous avons débrayé 3 fois : le jour du comité de

suivi, puis la semaine suivante sous forme d'assemblées générales pour faire le point. Environ 120 salariéEs se sont ainsi mobilisés, c'est peu, mais à la fois important car c'est ainsi qu'un mouvement se reconstruit. Et ce jeudi 9 novembre, les syndicats ouvriers appellent ensemble à une manifestation dans l'usine avec l'exigence que Ford annonce avant la fin de l'année une nouvelle production : on retrouve un air de contestation dans l'usine.

L'urgence est là : que nous reprenions nos affaires en main et que, par la lutte, nous remettions la pression sur Ford et les pouvoirs publics. Car il s'agit bien d'arracher l'activité nécessaire pour assurer l'avenir de l'usine et la sauvegarde de tous les emplois, y compris les emplois induits dans la région.

Philippe Poutou

## Les comités en action!

**Crest Lecture-débat à propos de la révolution russe.** Le 31 octobre 2017, le comité NPA de Crest-Val de Drôme a célébré modestement le souvenir de la révolution russe de 1917 en donnant rendez-vous aux sympathisantEs et curieux pour une lecture-débat à la librairie du centre ville, la Balançoire. Saluons au passage l'accueil réservé par le gérant des lieux qui n'a pas hésité à déplacer les gondoles de livres pour offrir un espace suffisant aux auditeurs.

Plus de 30 personnes ont répondu à l'invitation, les dernierEs arrivantEs contraints de rester debout au fond de la pièce.

Nous avons abordé ce vaste sujet par quatre extraits de textes de Rosa Luxemburg, Lénine, Daniel Bensaïd, Olivier Besancenot. La séance de lecture a été clôturée par un poème de Serge Pey, «Amarade» écrit en l'honneur de son ami Daniel Bensaïd.

Le débat qui s'en est suivi a duré le double du temps que nous avions envisagé. De nombreux thèmes ont été abordés : la prise du pouvoir par les bolcheviks ; les difficultés incommensurables de tenir ce pouvoir ; le glissement vers la bureaucratisation du parti bolchevik ; l'actualité de la révolution prolétarienne face à un pouvoir capitaliste omnipotent ; les nouvelles formes de mobilisation et la nécessaire création d'un parti révolutionnaire.

Autour du verre de l'amitié, beaucoup de participantEs ont exprimé le désir de voir réitéré ce type d'initiative.

**Paris Forum social mondial antinucléaire.** Depuis le premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre en 2001, le mouvement altermondialiste s'est étendu et consolidé. Des FSM ont eu lieu en Amérique latine, en Asie, en Afrique et, en août 2016, en Amérique du Nord.



En 2013 et 2015, le nucléaire a fait l'objet de plusieurs activités de réflexion et le premier Forum social thématique antinucléaire s'est tenu au printemps 2016 à Tokyo, où un « Appel pour un réseau mondial vers un monde sans nucléaire » a été lancé. À Montréal, un second Forum antinucléaire a eu lieu à l'occasion du FSM. La France étant le pays le plus nucléarisé au monde par rapport à sa population totale, des organisations et mouvements antinucléaires français ont jugé pertinent d'accueillir le FSM antinucléaire en France, les 2, 3 et 4 novembre 2017, à Paris.

Avec 250 inscritEs et plusieurs dizaines de passages lors de ces trois journées, des débats très suivis et des échanges parfois contradictoires mais toujours très fortement argumentés, ce forum est un vrai succès. Toute la diversité du mouvement antinucléaire français était présente et cela aussi est à noter dans les annales.

Le moment de témoignages, avec Sonali Huria (Inde), Nadezda Kutepova (Russie), Minoru Ikeda (Japon), Oleg Veklenko (Ukraine), Pinar Demircan (Turquie), Philippe Billard (France), Leona Morgan (Navajo, USA) et Almoustapha Alhacen (Niger), a été particulièrement émouvant et le spectacle de fin de forum place de la République a démontré que les antinucléaires avaient aussi le sens de l'humour. Le NPA, dont plusieurs militantEs participaient au nom de leurs associations, salut le travail des organisations initiatrices de ce Forum (FNE, Confédération paysanne, Attac, Solidaires, Arrêt du nucléaire, Réseau SDN, Décroissance Île-de-France, Collectif contre l'ordre atomique, Abolition des armes nucléaires, etc.) et confirme son engagement dans la lutte antinucléaire.

<http://fsm-antinucleaire2017.nuclearfreeworld.net/>

## Réflexion-débat

# Le souffle d'Octobre (18 novembre à Paris)

Journée de réflexion et de débat organisée à l'occasion du centenaire de la révolution russe d'octobre 1917.

« **C**e qui en dix jours, a ébranlé le monde, ne saurait être éfacé. La promesse d'humanité, d'universalité, d'émancipation qui s'est faite jour dans le feu éphémère de l'événement est bien trop mêlée aux intérêts de l'humanité pour qu'elle puisse s'oublier. » (Daniel Bensaïd, 1987)

Pour toutes celles et tous ceux qui agissent au quotidien pour l'émancipation, qui entretiennent la flamme de la résistance, des combats, des alternatives, le basculement qu'a été la révolution russe de 1917 nécessite bien autre chose qu'une commémoration.

### Tous les passés n'ont pas le même avenir

Car tous les passés n'ont pas le même avenir. Il nous faut répondre à la vision que les possédants donnent de cette révolution. Car ils veulent contrôler le passé pour mieux contrôler l'avenir, en martelant qu'il n'y a pas d'alternative au système d'exploitation et d'oppression, tuer l'idée même que



l'on peut sortir de ce système et créer une société libre, juste, démocratique, débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

Parce que la tragédie du 20<sup>e</sup> siècle est la contre-révolution bureaucratique, le stalinisme, le totalitarisme meurtrier, nous avons un devoir d'inventaire, en partant du fait que cet événement majeur de l'histoire de l'émancipation des peuples est d'abord le produit d'un vaste mouvement d'affranchissement qui a suscité enthousiasme et espérance en un monde meilleur.

Revenir au processus révolutionnaire, retrouver les raisons d'agir des

millions d'ouvrierEs, de soldats, de paysanEs, de membres des nationalités opprimées qui ont bouleversé la société russe, qui se sont soulevés pour changer le monde, est essentiel, de même qu'un travail critique pour donner vie à ces trésors d'expériences et d'enseignements.

Car la révolution n'est pas un phénomène naturel commandé par des lois physiques, elle fourmille d'embranchements, de chemins, de choix faits par des femmes, des hommes, des organisations, qui à chacun de ces moments ont suscité des débats.

### Se réapproprier l'histoire pour conquérir l'avenir

Pour favoriser une réflexion aussi riche que possible, cette journée est organisée conjointement par le site Daniel-Bensaïd, la Société Louise-Michel, l'association Pour l'émancipation, le club Marxisme, analyse, débats, les revues *Contre-temps* papier et web. Une vingtaine d'intervenantEs participeront aux échanges : historienEs, auteurEs d'ouvrages de référence, militantEs spécialistes de la révolution russe, avec des trajectoires diverses.

Deux ateliers en parallèle traiteront de certains aspects et contradictions de la révolution, deux autres également en parallèle apporteront quelques repères pour un bilan critique.

La journée se terminera par une table ronde, animée par François Sabado, intitulée : « 1917-2017, après un siècle, que reste-t-il d'octobre 1917 ? » Plusieurs intervenantEs, Clémentine Autain, Olivier Besancenot, Roger Martelli, Christian Laval, et Francisco Louçã (Bloc de gauche du Portugal) débattront de ce qu'est pour nous aujourd'hui la révolution : Qui la fait, le prolétariat, le salariat, le peuple ? Comment prendre et détruire l'État existant ? Comment reconstruire un pouvoir démocratique, centré sur l'auto-organisation des travailleurEs parce que la liberté ne se transmet pas de l'extérieur mais se conquiert ?

Celles et ceux d'en bas, les exploitésEs et les opprimésEs, ont besoin d'une continuité, d'une mémoire, d'une histoire parce que c'est le déploiement des luttes, les expériences tirées collectivement qui construisent une conscience collective. En nous réappropriant l'histoire, nous ne tournons donc pas le dos à l'avenir, nous travaillons à le reconquérir.

**Patrick Le Moal**

Samedi 18 novembre de 10h00 à 18h30

à la Maison des Sciences de l'Homme de Paris-Nord

20, avenue George-Sand. 93210 La Plaine

Saint-Denis

(Métro : Front Populaire, ligne 12)

Programme complet sur les sites des structures organisatrices

## Souscription 2017

# Le mammoth socialiste doit être dégraissé! Épisode 1: de l'opulence à la diète

En trois épisodes, faisons un petit tour des conséquences financières de la débâcle politique du Parti socialiste. Et l'on verra que le PS, comme la majorité de la population, va devoir « faire des efforts ». Mais pour quoi faire ? Et comment ? Et au profit de qui ? Dans ce premier épisode, voyons ce qu'il en est de l'état des finances du PS.

Légitimement étrillé lors du dernier printemps électoral après plus de trois décennies d'une politique passée de la social-démocratie au libéral-sécuritaire, le Parti socialiste doit (aussi) payer l'addition au sens propre.

### Dépendance financière à l'État

Progressivement coupé de toute base militante de masse et de ses cotisations afférentes, transformé en parti d'élus et de leur entourage, totalement intégré aux institutions comme un quasi-parti d'État avec son frère siamois de droite, le PS a

logiquement fini par perdre toute indépendance politique mais aussi financière vis-à-vis de la bourgeoisie et de son État.

La chute est d'autant plus rude qu'avant d'être presque PASOKisé avec 6,35% des suffrages au premier tour de la dernière élection présidentielle, et un nombre de députés divisé par 10 quelques semaines plus tard aux législatives, le PS a pour la première fois tenu toutes les rênes du pouvoir en 2012, ayant remporté les scrutins à tous échelons nationaux dans un grand chelem historique : municipales 2008, régionales 2010, cantonales 2011, présidentielle et législatives 2012... allant même jusqu'à décrocher, de manière mécanique et très symptomatique, une inédite et éphémère majorité au Sénat entre 2011 et 2014.

### Monter très haut pour descendre très bas

De manière homologue, les finances de la formation de la rue de Solferino sont elles aussi passées d'une opulence exceptionnelle à une débâcle qui l'est tout autant. Considérant le nombre d'élus de tous niveaux que le PS possédait à son apogée en 2012 et une relative embellie des effectifs ; considérant aussi la très bonne gestion des

finances d'un parti sans dettes aucune et possédant même de la trésorerie, en ceci à l'opposé d'une droite qui s'enfonçait dans un délire inédit avec l'affaire Bygmalion ; considérant tout cela, on peut même parler d'un « rise and fall » politico-financier. Monter très haut, pour descendre très bas...

Les défaites aux échéances locales entre 2012 et 2017 ont tout d'abord fait baisser les recettes d'environ 10%, ramenant les capacités du PS de 65 millions d'euros à 58-59 millions d'euros. Moins d'élus locaux, c'est moins d'indemnités (partiellement) reversées au parti. La santé de certaines fédérations s'en est ressentie : premières suppressions de postes, campagne de sauvetage du local d'une fédération du Nord accusant un déficit d'un million d'euros. Mais c'est le financement d'État direct, au titre des résultats au Parlement qui représente le véritable magot et dont la perte sonne le glas. De 28 millions d'euros lors du dernier quinquennat, le PS n'en touchera plus que 8 millions pour les cinq années à venir. Une baisse de 75%...

La suite au prochain épisode. Et en attendant, séchez vos larmes de crocodile et faites un don au NPA !  
**Sylvain Madison**

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

**Vous donnez 3€, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 !**

Moyennant un peu de patience avant le remboursement :

**Vous pouvez donc multiplier votre don par 3**

Un seul lien pour donner en ligne :

<https://souscription.npa2009.Org>

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

**Npa souscription - 2 rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil**

Un seul ordre pour vos chèques :

**Npa souscription**

Une seule limite de datation et d'envoi :

**Avant le 31 décembre à minuit**

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

**Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port**

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

**Précisez à qui imputer le don**



Documentaire

# Mémoires d'un condamné, de Sylvestre Meinzer

Sorti le 1<sup>er</sup> novembre

**Entretien.** «Une deuxième affaire Dreyfus» s'est exclamé Jaurès, mais un oubli quasi général qui a assez vite recouvert la condamnation de Jules Durand, secrétaire des dockers charbonniers du port du Havre. Sylvestre Meinzer a réalisé un film de mémoire qui va au-delà du souvenir de Jules Durand pour s'ancrer dans l'histoire d'une ville ouvrière et de la corporation des dockers. Interviennent des personnes que Durand aurait pu, de nos jours, rencontrer: dans son immeuble, au syndicat, au palais de justice, etc. Les images, du port notamment, sont splendides. C'est un film à voir et à faire voir. Nous avons interviewé **Gérard Filoche**, concerné à divers titres, sur l'affaire Jules Durand.



**Tu t'es investi pour soutenir le film de Sylvestre Meinzer. Peux-tu rappeler le contexte de la condamnation de Jules Durand?**

Le transport du charbon par mer avait au début du 20<sup>e</sup> siècle un caractère stratégique. La Seine inférieure était le département qui en importait le plus via le port du Havre; les négociants et armateurs étaient organisés contre toute action ouvrière qui tenterait de freiner leurs activités et profits. Or la CGT au Havre était puissante et combative: dès le 15 août 1900, elle imposait la journée de huit heures en

deux vacations de quatre heures séparées par une pause de deux heures, temps marqué par la célèbre «cloche des dockers». En octobre 1909, le «comité central des armateurs» se constitua et se dota, le 8 mai 1910, d'une assurance pour contrer les grèves de marins et dockers. Le patronat mécanisait, diminuant le nombre et les possibilités de revendications des 600 charbonniers du port. L'apparition en 1910 du dernier engin mécanique géant, le «Tancarville», précipita la grève. Jules Durand fut élu secrétaire du syndicat des charbonniers par une assemblée générale qui établit un cahier de revendications le 16 août: révision des salaires, douches sur les quais, baisse du nombre d'heures de travail pour compenser l'arrivée de la machine, respect du repos hebdomadaire. La grève commença le 17 août. Les importateurs de charbon répliquèrent par un lock-out, activèrent le Tancarville, et importèrent des «jaunes» pour y travailler.

**Jules Durand était donc un «homme à abattre» pour le patronat?**  
Effectivement, et tous les moyens vont être mobilisés. Il fut arrêté le

11 septembre, avec pour objectif de briser la grève. Le prétexte fut qu'il y avait eu la veille au soir une rixe entre gens alcoolisés, et qu'un contremaître, par ailleurs «un renard», un «jaune», Louis Dongé, était tombé la tête dans le caniveau, et décédé à l'hôpital des suites de sa fracture du crâne, Jules Durand, syndicaliste, membre de la Ligue des droits de l'homme, et de la Ligue antialcoolique, était chez lui, en famille, ce soir-là. Mais ils l'accusèrent quand même de «responsabilité morale». Il fut jugé en moins de deux mois, avec une instruction bâclée, trafiquée par les patrons de la Transat qui payèrent une dizaine de faux témoins et, bien que défendu par la CGT et un jeune avocat inexpérimenté, René Coty, il fut condamné le 25 novembre 1910 à la guillotine (tandis que les acteurs de la bagarre avec le contremaître étaient envoyés au bagne). Cette arrestation de Durand servit à stopper la grève (le 14 septembre).

Commence son calvaire: Jules Durand est transféré dans l'horrible cellule des condamnés à mort, à la prison de Rouen, isolé, camisole de force, fers aux pieds et aux mains, affublé d'une cagoule noire. C'est là

que, maltraité, il perd la raison. Une campagne pour la révision du procès s'engage et il est partiellement gracié le 31 décembre. La peine de mort est commuée en sept années de prison. La campagne pour sa libération et sa réhabilitation s'amplifie dans le monde entier et en France, avec Jean Jaurès à sa tête. Mais Jules Durand s'enfonça dans des ténèbres dont il ne sortira pas. Quand il sera libéré en février 1911, il est trop tard. Il ne saura ni l'annulation de ses condamnations ni, le 15 juin 1918, son acquittement définitif, par la Cour de cassation. Il meurt, oublié de presque tous, à l'hôpital psychiatrique de Quatre-Mares à Sotteville-lès-Rouen, le 20 février 1926.

Jules Durand a été triplement victime d'une machination judiciaire destinée à briser l'action syndicale, d'un procès inique dont tous les rouages sont, depuis, connus dans le détail, et d'une absence de réparation et de condamnation de la Transat et des organisateurs des faux témoignages, les ingénieurs Ducrot et Delarue, aujourd'hui clairement identifiés.

**Propos recueillis par Henri Wilno**  
1 - Pour organiser une projection: sandrine.floch73@gmail.com

Cinéma

# La Belle et la meute, de Kaouther Ben Hania

Deuxième long métrage de fiction de la réalisatrice tunisienne, après le *Challat de Tunis* sorti en 2014, *La Belle et la meute* a été sélectionné au festival de Cannes dans la catégorie «Un certain regard». Il est sorti en France le 18 octobre et sortira en Tunisie le 12 novembre.

Kaouther Ben Hania s'est inspirée d'un fait divers qui s'est passé à Tunis en 2012, un an après la chute de Ben Ali. Un couple est interpellé par trois policiers, un soir sur la plage. L'homme est menotté et rançonné par l'un d'entre eux, pendant que les deux autres violent sa fiancée. Ce fait divers a fait scandale, des manifestations ont eu lieu, d'autant plus que la justice a dans un premier temps inculpé la jeune femme pour «atteinte à la pudeur». Meriem Ben Mohamed s'est battue et a réussi à faire condamner les policiers auteurs du viol à 15 ans de prison. Dans un livre, *Coupable d'avoir été violée*, elle raconte les difficultés qu'elle a rencontrées: pression de la police, de la justice, de la famille, des amis, sa solitude...

**La bataille d'une nuit**

Kaouther Ben Hania prend ce fait divers comme point de départ de son film, qui n'est pas un documentaire mais bien une fiction. Le scénario se concentre sur une nuit. La jeune Mariam (Mariam Al Ferjani) veut porter plainte, mais on la renvoie systématiquement au commissariat où elle se retrouve confrontée aux collègues des violeurs. Sa plainte, c'est la bataille d'une nuit.

La réalisatrice découpe son histoire en 9 plans séquences. Chaque plan est un moment de la confrontation avec la police: chantage à la famille, chantage au «qu'en dira-t-on», culpabilisation de la victime, violence physique, pression religieuse, appel à son patriotisme... tout l'arsenal de la domination masculine.

Chaque plan est annoncé par un chiffre à l'écran: une façon intelligente d'être dans l'évènement tout en ayant une distance interdisant tout pathos ou voyeurisme. Le public est toujours en tension, se demandant si Mariam va y arriver, de plus en plus seule face à l'institution. Le plan séquence oblige à beaucoup de travail et de précision de la part des acteurs, puisqu'il n'y a pas de montage. C'est pour cette raison que Kaouther Ben Hania les a choisis dans le milieu du théâtre. Mariam Al Ferjani, qui interprète de façon magistrale le rôle principal, a été retenue en raison de son visage «qui mélange un côté enfantin et une affirmation de femme adulte.»

Le film est construit de façon magistrale et, malgré l'horreur et la violence subies par son héroïne c'est l'espoir qui l'emporte. La réalisatrice craignait qu'il ne soit enfermé dans son aspect «tunisien» mais les ressorts de la domination masculine et de l'oppression des femmes sont largement partagés. Le scandale Weinstein et l'onde de choc qu'il a produite sont là pour le prouver. Ce film parle à toutes les femmes, et pas qu'à elles. À ne pas rater.  
**Jean-Marc Bourquin**

Exposition

# Dada Africa: sources et influences extra-occidentales

Musée de l'Orangerie à Paris, jusqu'au 19 février 2018

Pendant des siècles, il n'y a eu d'«art» qu'occidental ou, pour les plus cultivés, islamique et asiatique. À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, un certain intérêt pour les objets africains commence à apparaître. L'exposition *Dada Africa* a pour ambition de décrire le changement de perception des arts dits «nègres» durant la décennie 1915-1925 en le reliant au contexte global de la période.



1914-1918: la France impérialiste mobilise en masse les habitants de ses colonies: environ 150 000 tirailleurs «sénégalais» débarquent. Pour beaucoup de Français, c'est la première occasion de voir réellement des Africains. Ils seront bientôt rejoints par les Afro-américains des troupes US.

**La guerre en arrière-plan**

La guerre est l'arrière-plan de l'exposition *Dada Africa* qui débute par des extraits de films d'époque sur le port du masque à gaz et sur les troupes françaises d'Afrique. En 1916 naît à Zurich le mouvement Dada, qui regroupe écrivains et artistes de différents pays se tenant à l'écart de la fièvre patriotique et rejetant la barbarie guerrière. Ses membres s'intéressent fortement aux arts d'Afrique et d'Océanie. Certaines de leurs œuvres s'en inspirent. En

1917, en Suisse, a lieu la première exposition où des objets africains sont présentés comme des œuvres d'art.

Les bases principales du mouvement Dada sont Zurich et Berlin. Les Zurichois s'en tiennent plutôt à une «critique artiste» de la guerre et de la bourgeoisie. Les berlinois, plus

directement politiques, dénoncent le nationalisme et le militarisme. En 1915, Carl Einstein publie «Negerplastik» (la sculpture nègre) qui met la valeur artistique de l'art africain au même rang que l'art européen (Carl Einstein fut non seulement un intellectuel brillant mais aussi un militant qui, entre autres, combattit dans la colonne Durruti de miliciens anarchistes durant la guerre d'Espagne). L'exposition permet de confronter de nombreux objets d'art africain et des productions de participants directs ou indirects du mouvement Dada. Elle se poursuit par les surréalistes, eux aussi fascinés par les productions africaines et d'Océanie. Il aurait pu être mentionné que cette démarche artistique se doublait chez ces derniers d'une dénonciation intransigeante du colonialisme français. Avec ses limites, l'exposition est fort intéressante, tant par les œuvres exposées que par la réflexion à laquelle elle incite.  
**Henri Wilno**

Rencontre-débat

# Révolution russe: éléments d'analyse

Après-midi studieuse, ce 1<sup>er</sup> novembre: une cinquantaine de personnes sont présentes pour débattre de deux livres récemment publiés par les éditions Syllepse.

Le premier ouvrage, *les Soviétiques de Petrograd, les travailleurs de Petrograd dans la révolution russe (février 1917-juin 1918)*, était présenté par son auteur David Mandel.

**Une étude sociologique, politique, culturelle**

Un récit détaillé, fouillé, de la façon dont les prolétaires de Petrograd se sont engagés dans les différentes phases de la révolution. Un récit appuyé sur une sérieuse étude sociologique, politique, culturelle. Mandel nous décrit un prolétariat ni rêveur ni messianique, mais qui, à chaque étape cherche des solutions aux problèmes de l'heure. La fin de la guerre, de la misère, sont de bout en bout ses objectifs dans une guerre de classe sans merci qui met en évidence les trahisons successives des démocrates bourgeois, des réformistes de droite et de gauche. Seuls les bolchéviks portent ce programme jusqu'au bout, mais pour se retrouver à la tête d'un pays qui, isolé, ne remplit pas toutes les conditions d'un passage au socialisme. Deux lacunes: la place des femmes dans une révolution dont elles ont pourtant écrit le premier chapitre en février 1917 et une histoire, des débats, qui s'arrêtent à la porte des ateliers, comme si le despotisme d'usine se limitait à l'appropriation des moyens de production devenus propriété privée des capitalistes, et pas à la perte par les prolétaires de la maîtrise technique du procès de production.



**Se réapproprier toute l'histoire de l'URSS**

La deuxième partie de la réunion a été introduite et animée par Denis Paillard qui a présenté et rassemblé les textes de Moshe Lewin publiés dans *Russie/URSS/Russie (1917-1991)*. Il a d'abord insisté sur la nécessité de se réapproprier toute l'histoire de l'URSS: trop souvent, ceux qui se réfèrent à la révolution d'Octobre, tout en étant fermement antistaliniens, se désintéressent de ce qui s'est passé après 1927. Ils laissent ainsi le champ libre à des analyses erronées ou approximatives (notamment les tenants de la thèse du totalitarisme).

L'histoire de l'URSS est en réalité faite de continuités et de discontinuités. La révolution a été faite par d'authentiques socialistes révolutionnaires, mais les caractéristiques de la Russie de l'époque et les circonstances ont fait que le socialisme n'a jamais été d'actualité. L'impact de la guerre civile ne doit pas être minimisé: ce fut une catastrophe pour l'économie et la classe ouvrière tandis qu'au sein du parti, les mesures coercitives, au départ conçues comme temporaires, furent de plus en plus considérées comme la norme. Staline n'a pas collectivisé l'agriculture mais l'a étatisée. Son chauvinisme grand-russe, en rupture totale avec Lénine, infectera l'URSS jusqu'à la fin. Enfin, durant 70 ans, la société évolue, est de plus en plus complexe et, de diverses façons, résiste à un discours officiel auquel personne ne croit plus.

**Robert Pelletier et Henri Wilno**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

# « Le groupe Total est responsable de la politique qui a amené l'accident. Il a ensuite tout fait pour échapper à ses responsabilités. »

**Entretien.** Seize ans après l'explosion de l'usine AZF à Toulouse le 21 septembre 2001, qui avait fait 31 mortEs et des milliers de blessés, l'entreprise Grande Paroisse, filiale à 100% du groupe Total, a été reconnue coupable. Le directeur a été condamné à 15 mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende, et l'entreprise à l'amende maximale de 225 000 euros. Après des années de mensonges, de désinformation, de pression, de guérilla juridique... orchestrés par le groupe Total, ces condamnations sont une victoire qui donne raison aux parties civiles, riverainEs ou salariées, aux associations, à la CGT... qui n'ont pas cessé de dénoncer la responsabilité patronale et en particulier le recours à la sous-traitance. Philippe Saunier travaillait dans le groupe Total, il milite à la CGT et a suivi de près le procès d'AZF pour son syndicat.

## 16 ans après, enfin une victoire contre Total. Responsable et coupable ?

Oui. Grande Paroisse est une filiale à 100% de Total. Juridiquement c'est la filiale qui est condamnée mais, pour tous ceux qui ont suivi les procès, c'est Total qui a défini les orientations, et fourni la logistique et les moyens à la défense.

Derrière Grande Paroisse, c'est le groupe Total. Celui-ci est responsable de la politique qui a amené l'accident. Il a ensuite tout fait pour échapper à ses responsabilités.

Ce qui est intéressant c'est que des associations de défense des sinistrés se sont créées, avec qui la CGT a pu travailler. Cela a aidé à faire front commun et à tenir devant la machine de guerre que représente Total et la puissance de feu d'une telle multinationale.

## Racontez-nous comment la multinationale a tenté de masquer ses responsabilités.

Desmarest [PDG de Total de l'époque] a annoncé une commission d'enquête interne et était déjà à pied d'œuvre dès le premier jour après l'explosion. Total a envoyé sur place des spécialistes qui ont fait disparaître un certain nombre d'éléments essentiels. Dans les 48h, le groupe Total avait tout compris de l'origine de l'explosion. Comme par hasard les inventaires des fameux sacs des produits qu'il ne fallait absolument pas mélanger ont été truqués. On n'a pas retrouvé la benne qui a amené les produits incompatibles à l'origine du sinistre. Des ordinateurs ont été vidés. Des témoins sont devenus amnésiques. On peut dire que Total a été particulièrement efficace.

Parce que c'est une multinationale, la police judiciaire a laissé œuvrer pendant des mois les ingénieurs de Total pour faire le ménage. Si l'explosion avait eu lieu dans une petite entreprise ou chez un particulier, on aurait défini une scène de crime et le propriétaire des lieux n'aurait pas pu agir à sa guise. L'explosion, c'est le 21 septembre, et c'est seulement au mois de novembre que les enquêteurs de la police judiciaire ont découvert que les produits chimiques incompatibles provenaient du hangar 331, alors que dans les 48h qui ont suivi, Total y avait déjà mis les pieds. On aurait peut-être pu trouver plus si la police y avait été dès le lendemain de l'explosion.

Ensuite il y a eu une bagarre juridique phénoménale. On parle de 4 procès mais il y a également eu la mise en cause de la DRIRE (devenue la DREAL, administration chargée de la surveillance des entreprises classées pour les risques industriels) par une association de sinistrés. C'est là qu'on a vu la puissance de feu de Total dans le domaine juridique avec une dizaine d'avocats et des moyens considérables.

Sur le plan médiatique, Total a essayé d'emmener les salariés et la population sur de fausses pistes. En 2017 la



fausse piste terroriste était toujours alimentée, en essayant de faire porter la responsabilité sur le dos d'un malheureux, mort dans l'explosion, dont le seul tort était d'être d'origine d'Afrique du Nord. Total a bénéficié pour cela de la complicité de journaux comme l'Express, le Figaro, Valeurs actuelles, qui ont publié des articles pour envoyer sur la piste terroriste. Ils ont d'ailleurs été condamnés en justice, la famille du défunt ayant porté plainte pour diffamation.

Comme si cela ne suffisait pas, ils ont fabriqué une dizaine d'autres pistes, plus folles les unes que les autres : une bombe enterrée de la Seconde Guerre mondiale, un hélicoptère mystérieux entendu, une explosion aurait été provoquée par un premier accident dans l'usine voisine... Le but ? Créer dans l'opinion l'idée que ça ne pouvait pas être un accident industriel. Ils ont d'ailleurs réussi à retourner une partie des salariés en essayant de les culpabiliser, en leur disant que ça ne pouvait pas être de la faute de Total.

Sur le plan technique. Total a payé un spécialiste qui a fait la démonstration en laboratoire que le mélange de produits chimiques en question pouvait effectivement exploser sans besoin d'énergie complémentaire. Total lui a fait savoir que les résultats étaient confidentiels et qu'il avait interdiction de les publier. Heureusement, le juge d'instruction a réalisé des perquisitions et découvert un certain nombre de rapports « secrets », dont celui du spécialiste qui a ainsi pu témoigner lors du procès.

Enfin, 16 ans après l'accident, Total a annoncé aller en cassation. Ils continuent de dépenser une énergie folle pour tenter de se disculper.

## La législation en place ne définit pas le crime industriel, ce qui veut dire que Grande Paroisse et son directeur ne pouvaient pas prendre plus. Que propose la CGT sur le terrain juridique ?

Effectivement, c'est le cœur du sujet. 225 000 euros d'amende pour Grande Paroisse, ce n'est pas suffisant ! Il faut revoir notre législation. La loi française en la matière s'intéresse à la relation entre le dommage et l'origine du dommage, mais elle ne s'intéresse pas aux circonstances qui étaient réunies pour produire un tel dommage. Il faut rappeler par exemple que la législation sur les installations classées Seveso n'était pas respectée. Le hangar où a eu lieu l'explosion n'était pas conforme aux obligations des installations

classées, et le juge n'a pas pu aller sur ce terrain.

Pas plus qu'il n'a pu aller sur le fait que les infractions au code du travail relevées par l'inspectrice du travail étaient en relation directe avec l'explosion, puisque cela avait déjà été jugé et que l'autorité de la chose jugée faisait qu'il ne pouvait revenir dessus. Il le souligne tout de même dans son jugement mais ce n'est pas un grief de la condamnation. Il y a donc matière à redire sur le plan juridique. Je ne suis pas juriste, mais j'affirme qu'il y a un problème dans nos lois telles qu'elles sont rédigées. Il faudrait absolument arriver à faire passer cette notion de « crime industriel ».

Il faut relier ça avec ce qu'il vient de se passer sur l'amiante, où la chambre d'instruction a décidé qu'il n'y aurait pas de procès car il est trop tard ! Visiblement nos autorités en matière de justice ne veulent pas qu'il y ait de condamnations lourdes, voire pas de condamnations du tout dès que l'on parle du droit du travail et de la santé des travailleurs. C'est le cas d'AZF comme celui de l'amiante. Il y a une relation à faire entre les deux.

## Dans les autres boîtes de la chimie, après ce procès, les risques de catastrophes industrielles sont toujours présents ?

Oui. Parce qu'on n'a pas tiré les enseignements. On sous-traite davantage et on précarise encore plus. Il y a plus de salariés précaires et sous-traitants dans les usines classées Seveso (tout comme dans le nucléaire) aujourd'hui qu'en 2001. C'est l'enjeu de ce procès : le sortir de la quasi-clandestinité dans lequel

il est tombé 16 ans après. C'est la bataille du temps qui passe contre l'oubli. Le juge explique très bien l'origine du sinistre par la perte de la chaîne d'organisation du travail, la sous-traitance et le manque de formation.

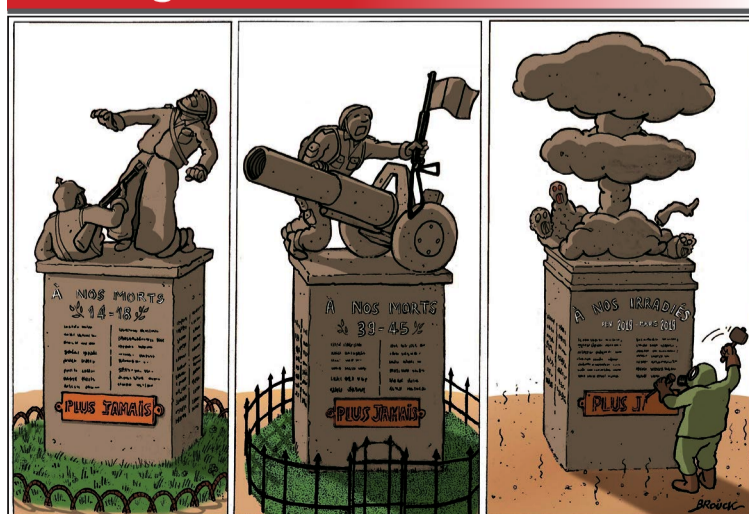
Mais il faudrait que ça sorte davantage pour que ça puisse remettre en cause les politiques en cours avec l'aggravation des phénomènes que je viens de décrire. Et Macron qui récemment décide tout seul dans son coin – avec l'appui du patronat tout de même – de flexibiliser et précariser la quasi-totalité des contrats de travail. Demain tous précaires ! En facilitant les licenciements, en généralisant les contrats de chantier, etc., on va vers une situation qui va empirer.

## Et la fin des CHSCT ?

Ce qui est intéressant c'est que, quand on lit le rendu du jugement, le CHSCT est cité une dizaine de fois. Il a amené un certain nombre d'éléments et ainsi participé à la manifestation de la vérité. Il est évident que, s'il n'y a plus de CHSCT, il n'y aura plus de contre-pouvoir au quotidien. Les représentants du personnel, quand on lit les PV de CE et de CHSCT, dénonçaient déjà, avant 2001, le manque de formation des sous-traitants. Après l'explosion, l'expertise réclamée par le CHSCT, qui est largement citée par le juge, a amené beaucoup pour faire la démonstration de l'origine de l'explosion. La commission d'enquête du CHSCT a par ailleurs fait la lumière sur un certain nombre de choses. Cela ne sera plus possible demain avec les ordonnances, si elles passent, puisque, de fait, le CHSCT disparaît. Il disparaît sur le papier mais aussi dans ses prérogatives, car l'instance qui est censée concentrer CE, DP et CHSCT sera inopérante. Il y aura trois fois moins de délégués, trois fois moins d'heures de délégation et, en plus, ce ne seront pas des délégués spécifiquement attribués à ces tâches. En clair, il n'y aura plus ce travail d'alerte avant accident, et de travail d'enquête après.

Propos recueillis par Sylvain Pyro

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs



### COP : THÉÂTRE TRISTE.

C'est reparti pour un nouveau

round de négociations climat. La COP23 (23<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le changement climatique) s'ouvre ce lundi 6 novembre à Bonn (Allemagne), sous la présidence des îles Fidji. Pendant deux semaines, les délégués de 195 pays vont négocier les règles de mise en œuvre de l'accord de Paris, adopté en décembre 2015 à l'issue de la COP21 à Paris, et qui vise à contenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C – si possible 1,5°C. (...)

« Les concentrations de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère continuent à grimper en flèche. En 2016, on a battu un record avec une concentration de 403 particules de CO<sub>2</sub> par million », s'alarme Lucile Dufour, responsable des négociations internationales et du développement au Réseau action climat (Rac). « La saison des ouragans a été particulièrement intense dans les Antilles, enchérit François Gemenne, directeur exécutif du programme de recherche Politiques de la Terre à Sciences Po. En Asie du Sud, des pluies de mousson très violentes ont affecté 42 millions de personnes. » « Entre janvier et septembre 2017, près de deux millions de personnes ont été déplacées à cause d'épisodes de sécheresse, notamment en Afrique de l'Ouest », complète Armelle Le Comte, responsable de plaidoyer climat et énergie à Oxfam France. (...)

L'accord de Paris prévoit en effet un premier bilan global en 2023, qui devrait déboucher sur une hausse des ambitions climatiques des États. « Pour l'heure, le compte n'y est pas, déplore François Gemenne. Selon le dernier rapport des Nations unies pour l'environnement (Pnue), l'écart entre les engagements et les objectifs est catastrophique et nous place sur une trajectoire de plus de 3°C de réchauffement. »

La question des financements climat devrait également être abordée. (...) En 2009 à Copenhague, les pays développés s'étaient engagés à verser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 aux pays en développement les plus impactés par les changements climatiques. Le compte n'y est pas : selon un rapport de l'OCDE d'octobre 2016, seuls 67 milliards d'aide annuels auraient été rassemblés.

Émilie Massemin, « À Bonn, la COP 23 sur le climat s'ouvre sans enthousiasme », Reporterre, 6 novembre 2017

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org